

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 18083
Numéro SIREN : 682 001 904
Nom ou dénomination : BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding par abréviation "BNPP AM Holding"

Ce dépôt a été enregistré le 30/05/2022 sous le numéro de dépôt 54844

BNP Paribas Asset Management Holding

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
9, Place de la Pyramide
92908 Paris-La-Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
BNP Paribas Asset Management Holding
1 Boulevard Haussmann
75009 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Asset Management Holding relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la mise à jour en novembre 2021 par l'Autorité des Normes Comptables de sa recommandation n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation

des engagements de retraite et avantages similaires, tels qu'exposés dans la note « Avantages postérieurs à l'emploi » dans les Principes, règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimations comptables :

Valorisation des titres de participation :

Comme indiqué dans les paragraphes de l'annexe relatifs aux Règles et Méthodes Comptables, les titres de filiales et de participations détenus à long terme sont évalués à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité. Nous avons procédé à l'appréciation des approches, données et hypothèses retenues par la société pour déterminer ces valeurs d'utilité et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Valorisation des valeurs mobilières de placement :

Votre société détient des valeurs mobilières de placement, notamment des parts d'OPCVM en voie de lancement « Seed money ». Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société afin de déterminer leur valeur d'inventaire et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine Cedex et Paris - La Défense le 28 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

DELOITTE ET ASSOCIES

Sarah Kressmann-Floquet

 *Stéphane Collas*

Sarah Kressmann-Floquet

Stéphane Collas

COMPTES ANNUELS

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding

Société anonyme

1 Boulevard Haussmann 75009 PARIS

DATE DE CLOTURE : 31/12/2021

Sommaire

<u>Bilan - Actif.....</u>	<u>3</u>
<u>Bilan - Passif.....</u>	<u>4</u>
<u>Compte de résultat.....</u>	<u>5</u>
<u>Compte de résultat (suite).....</u>	<u>6</u>
<u>Règles et méthodes comptables.....</u>	<u>7</u>
<u>Immobilisations.....</u>	<u>16</u>
<u>Amortissements.....</u>	<u>17</u>
<u>Provisions inscrites au bilan.....</u>	<u>18</u>
<u>Précisions sur les charges et produits exceptionnels.....</u>	<u>19</u>
<u>Détail des produits à recevoir.....</u>	<u>20</u>
<u>Détail des charges à payer.....</u>	<u>21</u>
<u>Etat des échéances des créances et des dettes.....</u>	<u>22</u>
<u>Nombre et valeur nominale des composants du capital social.....</u>	<u>23</u>
<u>Ventilation du Chiffre d'affaires.....</u>	<u>24</u>
<u>Ventilation de l'impôt.....</u>	<u>25</u>
<u>Ventilation par catégorie d'effectif.....</u>	<u>26</u>
<u>Filiales et participations.....</u>	<u>27</u>
<u>Variations des capitaux propres.....</u>	<u>28</u>
<u>Evénements postérieurs</u>	<u>29</u>

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	163 423	163 423		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	163 423	163 423		
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	1 420	1 420		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	1 420	1 420		
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	3 535 654 556	718 798 759	2 816 855 797	2 476 037 251
Créances rattachées à des participations	37 348 828		37 348 828	37 191 480
Autres titres immobilisés	554 262 465	8 809 303	545 453 162	400 841 709
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières	4 127 265 849	727 608 062	3 399 657 787	2 914 070 440
Total Actif Immobilisé (II)	4 127 430 692	727 772 905	3 399 657 787	2 914 070 440
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	185 130		185 130	210 085
Clients et comptes rattachés	2 754 261		2 754 261	1 348 187
Autres créances	9 435 169		9 435 169	4 470 344
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	12 374 559		12 374 559	6 028 616
Valeurs mobilières de placement	739 843 780	9 743 891	730 099 889	175 840 390
dont actions propres:				
Disponibilités	249 917 294		249 917 294	192 259 396
TOTAL Disponibilités	989 761 074	9 743 891	980 017 183	368 099 786
Charges constatées d'avance				
Total Actif Circulant (III)	1 002 135 633	9 743 891	992 391 742	374 128 402
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	41 101 605		41 101 605	79 473 330
Total Général (I à VI)	5 170 667 931	737 516 796	4 433 151 135	3 367 672 173

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel dont versé :	23 041 936	23 041 936
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	1 510 636 024	1 510 636 024
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	2 304 194	2 304 194
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves	2 304 194	2 304 194
Report à nouveau	11 050	7 389
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	568 041 745	302 601 885
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	2 704 885	3 873 279
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 106 739 833	1 842 464 707
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	20 716 872	9 764 646
Provisions pour charges	17 931	-23 041
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	20 734 803	9 741 605
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 284 626 251	586 281 582
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	792 875 780	660 088 020
TOTAL Dettes financières	2 077 502 031	1 246 369 602
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 860 250	3 063 810
Dettes fiscales et sociales	9 529 338	10 052 331
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	117 866 253	112 964 517
Autres dettes	22 459	4 068
TOTAL Dettes d'exploitation	135 278 300	126 084 727
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	2 212 780 331	1 372 454 328
Ecart de conversion Passif (V)	92 896 168	143 011 532
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	4 433 151 135	3 367 672 173

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	3 056 172	3 315 601	6 371 773	4 917 790
Chiffres d'affaires nets	3 056 172	3 315 601	6 371 773	4 917 790
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			492 162	4 086 123
Autres produits			4	34
Total des produits d'exploitation (I)			6 863 940	9 003 947
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			16 483 881	10 719 575
Impôts, taxes et versements assimilés			471 444	682 819
Salaires et traitements			4 536 856	9 813 266
Charges sociales			623 032	2 525 079
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	315 579	160 860
Autres charges			286 006	9 253 737
Total des charges d'exploitation (II)			22 716 798	33 155 337
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-15 852 859	-24 151 390
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			138 609 665	109 297 041
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			13 738 037	2 165 633
Autres intérêts et produits assimilés			139 194	63 593
Reprises sur provisions et transferts de charges			368 142 576	163 625 521
Différences positives de change			4 703 769	15 364 317
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 382 486	639 015
Total des produits financiers (V)			526 715 727	291 155 121
Dotations financières aux amortissements et provisions			35 569 261	29 660 053
Intérêts et charges assimilées			2 435 235	2 693 472
Différences négatives de change			2 520 510	15 115 972
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			545 509	105 521
Total des charges financières (VI)			41 070 515	47 575 018
RÉSULTAT FINANCIER			485 645 212	243 580 103
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			469 792 354	219 428 713

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	145 227 279	102 429 401
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 030 962	442 182
Total des produits exceptionnels (VII)	147 258 241	102 871 583
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-13 844	421 775
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	51 568 477	14 975 177
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	862 568	115 129
Total des charges exceptionnelles (VIII)	52 417 201	15 512 082
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	94 841 040	87 359 502
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	97 888	77 254
Impôts sur les bénéfices (X)	-3 506 238	4 109 076
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	680 837 907	403 030 651
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	112 796 163	100 428 766
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	568 041 745	302 601 885

Règles et méthodes comptables

(décret n°83-1020 du 29-11-1983 - article 7, 21 24 début,24-1,24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Le total bilan de l'exercice au 31/12/2021 s'élève à **4 433 151 135 euros**.

Le compte de résultat de l'exercice présente **un bénéfice de 568 041 745 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding « BNPP AM Holding » est une Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 23 041 936 euros.

Son siège social est situé au 1, Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Son établissement principal est au 14, rue Bergère 75009 Paris.

Faits caractéristiques de l'exercice :

Pandémie Coronavirus

L'épidémie de coronavirus, reconnue comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2021 et les diverses mesures mises en place par les gouvernements et organismes de réglementation pour lutter contre sa propagation ont affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale ainsi que la demande de biens et de services et ont de ce fait un impact important sur la croissance mondiale. Dans le même temps, les politiques budgétaires et monétaires ont été assouplies.

Les comptes sociaux de BNPP AM Holding sont établis sur la continuité d'activité. Les impacts de cette épidémie atténués par l'ensemble des mesures contracycliques comme les mesures de soutien des autorités et les plans de relance de l'activité économique dont bénéficient les clients concernent principalement le provisionnement et l'évaluation des actifs. L'estimation de ces impacts a été réalisée dans un contexte d'incertitude concernant l'ampleur des conséquences de cette épidémie sur les économies tant au niveau local que mondial.

Au cours de l'exercice, les opérations suivantes ont été réalisées :

- Le 15 janvier 2021 : cession en totalité de la participation dans Shinhan, la plus-value nette est de + 89,7 millions d'euros.
- Le 29 janvier 2021 : acquisition des titres BNPP AM Nederland pour 39,6 millions d'euros fusionnés dans BNPP AM France le 1er mai 2021.
- Le 27 avril 2021 : liquidation de BNP IP BSC (Bahrein), la moins-value dégagée est de - 7,8 millions d'euros.
- Le 29 juin 2021 : réduction des fonds propres de BNPP Dealing Services dont 17,7 millions d'euros de réduction de capital et 12 millions d'euros de remboursement de prime d'émission et répartition de la réserve légale, ces 12 millions d'euros ayant donné lieu à la constatation d'un produit exceptionnel.
- Le 30 septembre 2021 : acquisition des titres de l'entité BNPP Capital Partners pour 14,9 millions d'euros fusionnés dans BNPP AM France le 31 décembre 2021.
- Le 1er octobre 2021 : acquisition des parts minoritaires dans Gambit Financial Solutions pour 3,3 millions d'euros via l'exercice de call-option.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément

aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Titres de participation

Les titres sont classés en titres de participation dès lors que le pourcentage de détention est supérieur à 10%, qu'il est durable et permet d'assurer le contrôle de la société ou d'exercer sur elle une influence notable.

Coûts d'entrée des titres de participation

Les titres sont enregistrés au bilan pour leur coût d'acquisition.

Les frais externes directement liés à l'acquisition des titres de participation comme :

- droits de mutation,
- honoraires,
- commissions de conseil, d'engagements, de garantie,
- frais d'actes et de formalités légales,

sont incorporés au bilan dans le coût d'acquisition des titres. L'alignement du traitement comptable sur le traitement fiscal évite les retraitements entre ces différents résultats.

L'étalement fiscal sur 5 ans est assuré par la comptabilisation d'amortissements dérogatoires calculés par 1/5 du montant des frais prorata temporis pour la 1ère et la 5ème année.

Cette provision règlementée ne sera reprise que lors de la sortie des titres de participation.

A chaque arrêté comptable, la juste valeur des titres de participation est calculée. Si cette dernière est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constatée afin d'ajuster la valeur du titre. Dans le cas contraire, aucune écriture n'est à comptabiliser.

La « juste valeur » estime prudemment la valeur de marché des entités détenues.

Son calcul est déterminé en fonction de certains paramètres :

- il correspond à l'actif net comptable (hors éléments exceptionnels du résultat) pour les titres de filiales détenues depuis plus de trois ans et ayant un EBITDA (RBE + Amortissement) moyen négatif ou proche de l'équilibre sur les trois derniers exercices.
- il est égal à une valorisation réalisée sur la base des multiples de l'EBITDA pour les titres de filiales détenues depuis plus de 3 ans et ayant un EBITDA (RBE + Amortissement) moyen positif sur les trois derniers exercices
- il est égal à l'actif net réévalué pour les titres de société de distribution qui est réévalué des plus-values latentes des titres pour les sociétés de portefeuilles.
- il est égal à l'actif net comptable ou à une valorisation calculée selon la méthode du DCF ou par une méthode spécifique (telle que le prix de la dernière transaction connue) pour les filiales détenues depuis moins de 3 ans ou ayant subi une modification récente de leur activité et ne pouvant être maintenue au coût historique.
- il est égal à la valeur historique des titres lorsqu'ils ont été acquis récemment.
- il dépend de la valeur de la cotation des titres lorsque ceux-ci sont cotés.

Les moins values latentes donnent lieu à la constatation d'une provision pour dépréciation des titres calculée ligne à ligne sans compensation avec les plus values latentes.

En cas de cession d'une ligne de ces titres, les éléments de la cession constituent des charges et des

produits exceptionnels.

Si une provision pour dépréciation a été antérieurement comptabilisée son annulation ne rentre pas dans le calcul de la plus ou moins value de cession et est effectuée par un compte de reprises de provision.

Couverture de change des titres de participation en devises

Pour les titres de filiales et de participations acquis en devises locales et financés par emprunt dans la même devise, l'encours de couverture est rapporté chaque année à la « juste valeur » des titres couverts.

Comptabilisation des opérations en devises avec application du règlement ANC 2015-05

BNPP AM Holding applique depuis le 1er janvier 2017 les dispositions du règlement ANC 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Ce nouveau règlement impose la distinction entre les opérations de couverture et celle à but spéculatif (positions ouvertes isolées).

Les opérations de couverture consistent à mettre en relation un élément couvert et un instrument de couverture dans le but de réduire le risque d'impact défavorable de la position couverte en résultat.

Les gains et les pertes latents ou réalisés des instruments de couverture sont comptabilisés en résultat de manière symétrique à la comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert.

Ainsi, les variations de valeurs de nos emprunts en devises couvrant nos titres de participation en devises sont comptabilisées au bilan et seront comptabilisées ultérieurement en résultat lorsque ces titres de participation impacteront eux mêmes le compte de résultat.

Les variations des couvertures de nos Seed Money en devises sont constatées au même rythme que l'impact dans le résultat des valorisations de ce portefeuille.

Titres de placement

Les valeurs mobilières de placement (VMP) sont composées de titres de Seed Money (OPCVM en voie de lancement) et des parts de Collateralized Loan Obligations (CLO).

Les VMP sont comptabilisées au bilan pour leur valeur d'acquisition. Aucun coût relatif à cette acquisition n'y est incorporé.

Les Seed Money sont valorisés sur la base de la dernière valeur liquidative publiée.

Cette valeur d'inventaire comparée au coût d'acquisition est faite ligne à ligne, si il ressort une plus value latente elle n'est pas comptabilisée ; si une moins value se dégage une dépréciation est alors constatée comptablement.

Les parts de CLO sont valorisées sur la base d'un marked to model.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises à titre onéreux sont amorties de façon linéaire sur 3 ans.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'une créance présente un risque de non remboursement total ou partiel.

Engagements sociaux

A compter du 1er janvier 2019, BNPP AM Holding applique la recommandation ANC 2013-02 pour la comptabilisation des indemnités de fin de carrière.

La méthode d'évaluation retenue est la méthode préférentielle et porte sur la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité.

Les avantages consentis au personnel des entités françaises du groupe BNP Paribas sont classés en quatre catégories :

- Indemnités de fin de contrat de travail :

Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plan de cessation anticipée d'activité.

- Avantages à court terme :

Les avantages à court terme tels que les éléments de salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement : l'entreprise comptabilise une charge correspondant lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

- Avantages à long terme :

Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (essentiellement: le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire.

L'engagement au 31 décembre 2021 sur cette catégorie s'élève à 28 527 euros.

- Avantages postérieurs à l'emploi :

Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les caisses de retraite de BNPP AM Holding, par les primes de fin de carrière. Seuls les régimes qualifiés de "régimes à prestations définies" comme les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNPP AM Holding et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Ces avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par BNP Paribas SA et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

A ce titre, l'engagement comptabilisé sur cette catégorie s'élève à 0,4 million d'euros après prise en compte du contrat collectif d'assurance sur la vie souscrit en 1998 par BNPP AM Holding. Il a pour objet, la prise en charge par la société AXA du versement des indemnités de fin de carrière légales dues par la société aux salariés de BNPP AM Holding.

L'engagement de la société est représenté par une prime initiale versée en 1998 dans le cadre de ce contrat. Il est déterminé par application de la règle selon laquelle les droits pris en compte sont ceux que le salarié a acquis à la date de départ à la retraite. Ainsi l'engagement de l'entreprise est déterminé en tenant compte, à la date d'évaluation :

- de l'estimation des capitaux que devra verser AXA et de leurs dates probables de règlement, au prorata de l'ancienneté acquise à la clôture de l'exercice par rapport à l'ancienneté totale à l'âge de la retraite,
- des hypothèses démographiques, de départ anticipé, d'augmentations des salaires et taux d'actualisation (fin de période de 1,00 %) et d'inflation de 2,00 %.

Changement de méthode comptable

En novembre 2021, l'Autorité française des Normes Comptables a mise à jour sa recommandation n° 2013-02 relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires afin de s'aligner à la décision de l'IFRS IC "IFRS Interpretations Committee" ou "Comité d'interprétation des normes IFRS" qui a émis en mai 2021 une proposition de décision validée par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui modifie la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies de type Indemnités de Fin de Carrière (IFC), essentiellement français. Ces régimes ouvrent progressivement des droits à indemnités qui ne seront réglés que s'il y a un départ effectif en retraite mais le nombre d'années de prise en compte des droits est plafonné. Jusqu'alors les droits à indemnité étaient

comptabilisés linéairement de la date d'entrée dans la société jusqu'à la date de départ effective en retraite sans tenir compte du plafonnement des droits.

Les droits à indemnités à présent sont comptabilisés linéairement en prenant une date de départ des droits tenant compte du nombre d'années plafonnées jusqu'à la date de départ en retraite.

Sa mise en œuvre en date du 1er janvier 2021 n'est pas significative pour l'entité et représente une baisse de la valeur actualisée de l'obligation de 28,7 K€ comptabilisé en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Impôt sur les bénéfices :

Les entreprises françaises dont le chiffre d'affaires (CA) est inférieur à 250 millions d'euros bénéficient d'un taux d'impôt courant court terme (CT) réduit à 26,50 % sur la fraction de bénéfice comprise entre 0 et 500 000€. Le taux d'impôt courant CT est de 27,50 % pour les entreprises françaises dont le CA est supérieur à 250 millions d'euros et dont la fraction du bénéfice imposable est supérieure à 500 000 €, majoré de la contribution sociale de 3,3% si l'impôt est supérieur à 763 000 €.

Le taux d'impôt courant effectif de BNPP AM Holding est de 27,37 %.

Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNPP AM Holding enregistre dans ses comptes le montant de la participation dans le résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

La dotation est inscrite en « participation des salariés ».

Rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration

Jetons de présence

Le montant total des jetons de présence pour l'exercice 2021 a été fixé à 110 000 euros, par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2021.

Provisions réglementées

Les frais d'acquisition des titres de participation sont incorporés au bilan dans les coûts d'acquisition des titres. L'alignement comptable sur le traitement fiscal évite les retraitements entre ces différents résultats.

L'étalement fiscal sur 5 ans est assuré par la comptabilisation d'amortissements dérogatoires calculés par 1/5 du montant des frais de prorata temporis pour la 1ère et la 5ème année.

Cette provision réglementée ne sera reprise que lors de la sortie des titres de participation.

Provisions pour risques et charges :

Ces provisions incluent notamment les coûts estimés au titre :

- des écarts de change,
- des mesures discrétionnaires de rémunération du Groupe,
- des indemnités de fin de carrière.

L'estimation de l'ensemble des provisions tient compte d'hypothèses et de données économiques susceptibles d'évoluer dans le temps et comporte donc un aléa inhérent à toute estimation.

Actifs et passifs exprimés en devise :

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis et comptabilisés en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change.

Les pertes de change latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Principales transactions de l'exercice

1) Les titres de participations et de filiales

Ils s'élèvent en net à 2 816,8 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 476,0 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 340,8 millions d'euros justifiée par les principales opérations suivantes :

Augmentation pour un montant de 59,1 millions d'euros correspondant principalement aux opérations suivantes

- Acquisition des titres BNPP AM Nederland NV fusionnés dans BNPP AM France	+39,6 millions d'euros
- Acquisition des titres BNPP Capital Partners fusionnés dans BNPP AM France	+14,9 millions d'euros
- Acquisition de 14 % de Gambit Financial Solutions portant la détention à 100 %	+3,3 millions d'euros
- Augmentation des capitaux propres de BNPP AM Mexico	+1,4 million d'euros

Diminution pour un montant de 73,0 millions d'euros correspondant principalement aux opérations suivantes :

- Cession des titres Shinhan	-45,9 millions d'euros
- Réduction de capital de BNPP Dealing Services	-17,7 millions d'euros
- Liquidation des titres BNPP IP BSC (Bahrein)	-9,4 millions d'euros

Hausse des écarts de conversion positif sur titres pour 17,0 millions d'euros portant principalement sur les titres suivants :

- BNPP AM Asia	+18,7 millions d'euros
- BNPP AM UK	+2,1 millions d'euros
- BNPP AM Singapore	+1,1 million d'euros
- BNPP AM Japan	- 4,0 millions d'euros
- BancoEstado	-1,7 million d'euros

Dotations et reprises de provisions pour dépréciations pour un montant net de 354,3 millions d'euros correspondant principalement à des reprises sur les titres suivants :

- BNPP AM BE Holding	+353,1 millions d'euros
- BNPP IP BSC	+10,4 millions d'euros
- Fundquest Advisors	+1,1 million d'euros

et des dotations sur les titres suivants :

- BNPP AM Japan	-5,5 millions d'euros
- BNPP AM Singapore	-2,5 millions d'euros
- BNPP AM Asia	-2,2 millions d'euros
- BNPP AM Mexico	-1,2 million d'euros

Hausse des écarts de conversion négatif sur provision sur titres pour -16,6 millions d'euros portant principalement sur les titres :

- BNPP AM Asia	-17,8 millions d'euros
- BNPP AM Japan	+3,6 millions d'euros
- BNPP IP BSC	-1,5 million d'euros
- BNPP AM Singapore	-0,9 million d'euros

2) Créances rattachées à des participations

Elles s'élèvent à 37,3 millions au 31 décembre 2021 contre 37,2 millions au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, les créances sont les suivantes :

- BNPP AM France	15,0 millions d'euros
- BNPP AM Asia	12,4 millions d'euros
- Gambit Financial Solutions	5,6 millions d'euros
- Drypnr	3,3 millions d'euros
- Fundquest Advisors London Branch	1,0 million d'euros

3) Autres titres immobilisés

Le poste s'élève à 545,4 millions au 31 décembre 2021 et se compose de la façon suivante :

- SME ALTERNATIVE FINANCE	160,4 millions d'euros
- BNPP CAPITAL PARTNERS INVESTMENT II	62,6 millions d'euros
- BNP PARIBAS EUROPEAN INFRA DEBT FUND	52,2 millions d'euros
- BNPP EUROPEAN JUNIOR INFRA DEBT FUND	50,0 millions d'euros
- BNPP CAPITAL PARTNERS PARTICIPATION	48,1 millions d'euros
- BNPP PRIVATE LENDING DMC	47,7 millions d'euros
- BNPP EUROPEAN REAL ESTATE DEBT FUND II	43,8 millions d'euros
- BNP PARIBAS EUROPEAN SME DEBT FUND 2	40,0 millions d'euros
- SINGULARITY I LSP	39,4 millions d'euros
- BNPP CP EUROPEAN SPECIAL OPPORT DEBT FUND	10,0 millions d'euros

Une provision de 2,1 millions d'euros est constatée sur le titre BNPP CAPITAL PARTNERS INVESTMENT II et une provision de 6,7 millions d'euros a été constituée au 31 décembre 2021 sur le fonds SME ALTERNATIVE FINANCE.

4) Valeurs mobilières de placement

Elles sont constituées par des titres de Seed Money et du portefeuille de CLO.

Elles s'élèvent en net à 730,1 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 175,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 soit une augmentation de 554,3 millions d'euros.

SEED MONEY

Les valeurs mobilières de placement relatives à la gestion du Seed Money sont de 729,9 millions d'euros net après dotation d'une provision pour dépréciation de 2,4 millions d'euros contre 172,4 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 557,5 millions d'euros.

La plus-value latente non comptabilisée sur les Seed Money est de 1,2 million d'euros.

La variation du portefeuille se décompose de la manière suivante :

▫ Les acquisitions pour un montant de 549,2 millions d'euros correspondant essentiellement :

- BNPP AM INTERNATIONAL HEDGED STRATEGIES	327,8 millions d'euros
- BNPP INSTICASH USD	194,3 millions d'euros
- BNPP AM HEDGED STRATEGIES	24,4 millions d'euros

▫ Variation positive de l'écart de conversion pour 9,4 millions d'euros.

- Les provisions matérialisent les moins-values constatées par rapport à la dernière valeur liquidative et affichent une situation de dotation de -1,1 million d'euros sur l'exercice 2021.

CLO

Les valeurs mobilières de placement du portefeuille CLO s'élevaient à 7,5 millions d'euros au 31 décembre 2021. Elles se composent :

- BNPP IP CLO 2014-1 2,9 millions d'euros
- BNPP IP CLO 2014 II FUNDING LLC 4,6 millions d'euros

Une provision de 7,5 millions d'euros est constatée au 31 décembre 2021 en augmentation de 3,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020.

- BNPP IP CLO 2014-1 2,9 millions d'euros
- BNPP IP CLO 2014 II FUNDING LLC 4,6 millions d'euros

5) Engagements financiers

Au 31/12/2021, les engagements financiers en cours sont les suivants :

- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts C de Carried auprès de ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS pour un montant maximum de 84 902 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNPP CP EUROPEAN SPECIAL OPPORT DEBT FUND pour un montant maximum de 5 700 000 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP P EUROPEAN JUNIOR INFRA DEBT FUND pour un montant maximum de 45 011 433 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP PARIBAS SINGULARITY I LSP Part A et Part C pour un montant maximum de 26 803 035 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNPP EUROPEAN INFRA DEBT FUND pour un montant maximum de 18 035 504 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP EUROPEAN REAL ESTATE DEBT FUND II pour un montant maximum de 14 011 875 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP EUROPEAN SME DEBT FUND II pour un montant maximum de 8 983 508 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP PRIVATE LENDING DMC pour un montant maximum de 1 523 022 euros.
- BNPP AM Holding a reçu une garantie dans le cadre du SME ALTERNATIVE FINANCE de BNP PAM UK pour un montant de 106 758 542 euros (soit 89 800 000 GBP) et 52 800 000 Euros.

6) Intégration fiscale

BNPP AM Holding est intégrée fiscalement au groupe BNP Paribas depuis le 1er Janvier 2014.

Dans le cadre de cette intégration fiscale, chaque filiale comptabilise son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément.

BNP Paribas SA, société mère, comptabilise :

- la charge d'impôt Groupe
- un produit d'impôt face à chacune de ses filiales correspondant à l'impôt théorique de chaque filiale.

7) Consolidation

La société est consolidée par BNP Paribas SA selon la méthode de l'intégration globale.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	163 423			
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 420			
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)		1 420			
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	3 569 726 256	17 825 632	59 126 099	
	Autres titres immobilisés	403 978 091	5 546 400	198 102 568	
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL (IV)		3 973 704 347	23 372 032	257 228 667	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		3 973 869 190	23 372 032	257 228 667	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			163 423	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 420	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)				1 420	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	73 674 603		3 573 003 384	
	Autres titres immobilisés	53 364 595		554 262 465	
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL (IV)		127 039 197		4 127 265 849	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		127 039 197		4 127 430 692	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		163 423			163 423		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages							
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 420			1 420		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		1 420			1 420		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		164 843			164 843		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres	862 568			2 030 962			-1 168 394
TOTAL				2 030 962			-1 168 394
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	3 873 279	862 568	2 030 962	2 704 885
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	3 873 279	862 568	2 030 962	2 704 885
Provisions pour litige				
Frais de développement				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	9 205 039	11 169 780		20 374 819
Provisions pour pensions	-23 041	69 734	28 762	17 931
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	559 607	245 845	463 400	342 052
TOTAL (II)	9 741 605	11 485 360	492 162	20 734 803
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	1 056 497 525	28 025 068	365 723 834	718 798 759
Provisions sur autres immos financières	3 136 382	8 091 663	2 418 742	8 809 303
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations	4 848 624	4 895 267		9 743 891
TOTAL (III)	1 064 482 531	41 011 998	368 142 576	737 351 953
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 078 097 415	53 359 925	370 665 700	760 791 641
Dont dotations et reprises d'exploitation		315 579	492 162	
Dont dotations et reprises financières		35 569 261	368 142 576	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		862 568	2 030 962	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Cession titres Shinhan	42 458 742	132 118 909
Liquidation titres BNPP IP BSC (Barhein)	8 259 506	424 227
Complément de prix de cession du titres Funchannel		145 427
Remboursement capital BNPP Dealing Services		11 968 796
Rachat fonds BNPP Capital Partners Participation	44 372	569 920
Rachat fonds BNPP Capital Partners Investissement II	805 857	
Amortissements dérogatoire sur frais acquisition titres	862 568	2 030 962
Dégrèvement taxe sur salaires	-13 844	
TOTAL	52 417 201	147 258 241

Charges à payer

Charges à payer	Montant
INTERETS COURUS S/ EMPRTS	-292 882
INTERETS COURUS EMPRUNTS SEED	-637 955
PROV POUR CONGES PAYES FD	108 798
PROVISION PARTICIPATION ET ABONDEME	47 465
CAP BONUS LOCAUX PROV	1 577 124
CAP RTT FD	0
Ch soc Bonus locaux prov	738 097
Formation Prof C (FPC)	34 270
Taxe apprentissage	21 463
DIVERS CAP CSF	22 000
FNP FGX	5 086 745
FNP BANQUE DEPOSITAIRE	9 365
FNP TRANSFER PRICING	1 477 570
CAP PROV CET FD	59 818
PROV BONUS NUM DIFFERE METIER LOCAU	3 958 324
PROVISION INTERESSEMENT ET ABONDEME	87 627
CAP CONGES PAYES CF	17 408
CAP CONGES PAYES CS	30 137
CAP CONGES PAYES CR	10 662
CAP PROV CET CF	9 571
TOTAL	12 365 607

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			37 348 828	37 348 828	
Prêts					
Autres immos financières					
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			37 348 828	37 348 828	
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances			2 754 261	2 754 261	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		518 992	518 992	
	Taxe sur la valeur ajoutée		105 933	105 933	
	Autres impôts				
	Etat - divers		52 443	52 443	
Groupes et associés			8 463 186	8 463 186	
Débiteurs divers			294 614	294 614	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			12 189 429	12 189 429	
Charges constatées d'avance					
TOTAL DES CREANCES			49 538 257	49 538 257	
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		1 100 296 251	1 100 296 251		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		184 330 000		184 330 000	
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		7 860 250	7 860 250		
Personnel et comptes rattachés		5 872 754	5 872 754		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		2 302 082	2 302 082		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	757 790	757 790		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	596 712	596 712		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		117 866 253	117 866 253		
Groupes et associés		792 875 780	792 875 780		
Autres dettes		22 459	22 459		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		2 212 780 331	2 028 450 331	184 330 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 440 121			1 440 121	16
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	1 440 121			1 440 121	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Production vendue services	6 371 773	4 917 790	30%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	3 056 172	2 349 452	30%
Chiffres d'affaires nets-Export	3 315 601	2 568 338	29%
Chiffres d'affaires nets	6 371 773	4 917 790	30%

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat Net après impôt
Résultat courant	469 792 354	133 253	469 925 607
Résultat exceptionnel	94 841 040	3 372 986	98 214 026
IS sur résultats antérieurs			
Contribution sociale			
Participation des Salariés aux fruits de l'expansion	-97 888		-97 888
TOTAL	564 535 506	3 506 239	568 041 745

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	8	8			8	8
Agents de maîtrise						
Employés et techniciens						
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	8	8			8	8

Filiales et participations

Nombre total de filiales détenues par l'entreprise à plus de 10% du capital : 32

Dénomination En milliers d'euros	Informations financières								
	CAPITAL	Réserves et report à nouveau avant affectation résultat	Quote-part du capital détenue en %	Valeurs comptables des titres détenues		Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				Brut	Nettes				
1 - FILIALES (plus de 50% du capital détenu)									
BNPP AM France	120 340	418 622	100,00%	595 473	595 473	15 000		92 341	49 866
BNPP AM PARTICIPATIONS	4 170	1 588	100,00%	13 462	6 614			457	770
BNPP AM BE HOLDING	180 000	383 867	100,00%	1 776 128	1 555 348			15 972	4 000
BNPP AM UK	38 094	-490	100,00%	36 046	36 046			18 311	
BNPP AM JAPAN	763	9 297	100,00%	102 211	5 117			-4 716	
BNPP AM BELGIUM	54 114	5 412	100,00%	280 669	280 669			49 885	37 290
BNPP AM SINGAPOUR	18 229	-14 444	100,00%	22 400	1 418			-2 327	
BNPP AM AUSTRALIA HOLDING PTY	1 533		100,00%	21 787	1 755			222	
BNPP AM MALAYSIA	2 226	2 653	100,00%	2 226	2 226			3 580	1 882
FUNDQUEST ADVISORS	3 000	3 021	100,00%	33 807	6 433			3 298	2 714
BNPP AM ASIA	136 624	-114 598	100,00%	300 097	12 831	12 394		-1 523	
BNPP AM MEXICO	8 946	-6 740	100,00%	14 713	2 828			-770	
ALFRED BERG KAPITALFORVALTNING AB	97	6 265	100,00%	30 452	6 072			-291	
ALFRED BERG KAPITALFORVALTNING AS	7 586	16	75,00%	5 951	5 951			7 341	2 151
ALFRED BERG FONDER	146	5 041	100,00%	2 585	2 585				
BNP PARIBAS DEALING SERVICES	26 800	23 279	100,00%	65 712	65 712			9 075	10 291
BNPP AM MONACO	280	243	99,84%	284	284				215
BNPP AM Luxembourg	3 000	28 974	99,66%	54 861	54 861			45 553	18 162
BNPP AM LATAM	559	1 794	99,06%	559	559			657	1 648
BNPP AM LATAM SERVICES	2	19	99,06%	2	2			4	18
BNPP ARGENTINA AM	0	140	95,00%	0	0			168	
BNPP AM IRELAND	123	55	100,00%	1 661	178				
GAMBIT FINANCIAL SOLUTIONS	6 235	1 134	100,00%	25 338	25 338			82	
BNP PARIBAS PENSION TRUSTS GMBH	25	5	100,00%	25	25				4
2 - PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu)									
BANCOESTADO	666	5 703	49,99%	14 547	14 547			7 141	3 523
BNPP AM BRESIL	6 027	-108	25,62%	1 524	1 524			814	
BNPP AM ARGENTINA	17	1 622	25,00%	4	4			2 034	
IMPAX GROUP	1 550	83 391	13,77%	7 742	7 742			56 007	2 219
EAB GROUP PLC	730	18 370	17,63%	8 287	7 613			1 800	79
ALLFUNDS UK	1 574	2 373 686	6,30%	117 072	117 072			95 772	
DRYPNIR AS	3	2 481		7	7	3 364		-121	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	23 041 936						23 041 936
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	1 510 636 024						1 510 636 024
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	2 304 194						2 304 194
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	7 389			302 598 225	302 601 885		11 050
Résultat de l'exercice	302 601 885	568 041 745	302 601 885				568 041 745
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	3 873 279	862 568	2 030 962				2 704 885
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 842 464 707	568 904 312	304 632 847	302 598 225	302 601 885	0	2 106 739 833

Événements postérieurs à la clôture

La crise ukrainienne a considérablement accru la volatilité des marchés financiers et l'incertitude sur l'environnement économique, au moment où le monde émergeait de la pandémie. Deux fonds de BNPP AM Luxembourg avaient une exposition importante au marché d'actions russes, ces fonds ont été suspendus fin février suite à la fermeture du marché. Les autres fonds de BNPP AM n'ont pas ou très peu d'exposition à la Russie et nous n'avons ni eu de sortie massive ni eu à activer de mécanisme de liquidité. Ceci dit, l'impact des marchés financiers a une influence directe sur la base des actifs sous gestion et donc sur les revenus de BNPP AM Holding.

Compte tenu de l'incertitude sur la durée et l'issue de ce conflit, aucune déclaration ferme sur l'impact de la rentabilité en 2022 pour BNPP AM Holding ne peut être faite pour le moment. Le Groupe suit de près l'évolution de la situation en liaison avec les autorités concernées et en particulier les réactions de la communauté internationale en matière de sanctions économiques concernant la Russie.

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding

Société anonyme au capital de 23.041.936 euros
Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris
682 001 904 RCS Paris
(la « Société »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 13 MAI 2022

L'an deux mil vingt-deux,
Le treize mai,
A quatorze heures,

Les actionnaires de la Société BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding, société anonyme au capital de 23.041.936 € divisé en 1 440 121 actions de 16 € chacune, se sont réunis en assemblée générale mixte au 3, rue d'Antin, Paris 2^{ème}, sur convocation du conseil d'administration.

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que toutes les opérations qu'ils traduisent.

En conséquence, elle donne, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, quitus de leur gestion aux administrateurs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, constatant que l'exercice clos le 31 décembre 2021 a fait ressortir un bénéfice net comptable de 568 041 744,54 €, décide, sur la proposition du conseil d'administration, de l'affecter comme suit :

Report à nouveau	11 049,60
Résultat de l'exercice à distribuer :	<u>568 041 744,54</u>
Bénéfice distribuable	568 052 794,14

Réparti à :

Réserve légale	(déjà dotée)
Dividendes	568 041 327,24
Report à nouveau	11 466,90

Total :	<u>568 052 794,14</u>
----------------	-----------------------

L'assemblée générale décide donc qu'il soit distribué un dividende unitaire de 394,44€ par action pour chacune des 1 440 121 actions, soit un total de 568 041 327,24€.

Il est rappelé que les sommes distribuées en euros à titre de dividendes, au cours des trois précédents exercices ont été les suivantes :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 : 302 598 224,52 €
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 : 177 595 721,72 €
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 : 1 141 857 539,69 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Septième résolution

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au secrétaire de séance à l'effet de délivrer des copies ou extraits certifiés conformes du procès-verbal ainsi qu'à la société « Lextenso/Petites affiches » et/ou à tout porteur d'un exemplaire original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de publicité, de dépôt et d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés, y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, conformément aux textes légaux en vigueur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'X. Moioli', written over a light-colored, textured background.

Xavier Moioli
Secrétaire de séance

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding

Société Anonyme au capital social de 23 041 936 €
Siège social : 1, Boulevard Haussmann - 75009 Paris
RCS Paris 682 001 904

Rapport de gestion 2021

RAPPORT DU CONSEIL A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions de la Loi et de nos statuts, aux fins de vous rendre compte de l'activité de votre société au cours de l'exercice 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

1. Environnement et faits marquants de l'année 2021

1.1 Contexte économique et de marché

Deux thèmes (tensions des taux longs/inflexion des politiques monétaires et facteurs sanitaires) ont guidé les évolutions des actions en 2021. D'un côté, les investisseurs ont salué la reprise de l'économie et les bons résultats des entreprises grâce au succès des campagnes de vaccination. De l'autre, ils ont été confrontés à des facteurs inquiétants du point de vue économique comme sanitaire : pressions haussières sur les prix des matières premières et des biens et services, résurgence de l'épidémie suite à l'apparition de variants du virus. Des régions qui avaient été jusqu'alors épargnées, notamment en Asie, ont été frappées par le variant Delta. Ce phénomène explique largement la sous-performance des actions émergentes, de surcroît pénalisées par les tensions sur les taux longs américains. A l'été, les variations sont devenues encore plus erratiques sur fond d'inquiétudes renouvelées sur la situation sanitaire, de doutes sur la croissance mondiale et de facteurs spécifiques en Chine qui ont particulièrement pesé sur les marchés émergents. En juillet et août, les actions mondiales ont, tour à tour, établi des records et connu des reculs marqués avec une remontée de la volatilité vers ses plus hauts de 2021. Elles ont enregistré en septembre leur premier recul mensuel après 7 hausses consécutives. En octobre et novembre, les bons résultats publiés par les entreprises ont soutenu les actions. L'indice MSCI AC World (en dollars) a ainsi atteint un nouveau point haut le 16 novembre malgré les tensions sur les taux longs. Par la suite, les variations sont redevenues plus hésitantes face à une nouvelle vague de l'épidémie, particulièrement virulente en Europe. Enfin, l'émergence du variant Omicron est à l'origine du violent et généralisé recul des actions fin novembre. Après un début difficile en décembre dû au tournant moins accommodant pris par les politiques monétaires, les actions sont parvenues à se reprendre en fin d'année. Ces variations se traduisent par une hausse de 16,8 % des actions mondiales (indice MSCI AC World en dollars) en 2021 (après 14,3 % en 2020 et 24,1 % en 2019). Les actions américaines ont surperformé (+26,9 % pour le S&P 500), suivies des indices de la zone euro (+21 % pour l'Eurostoxx 50). Les actions japonaises ont sous-performé (+10,4 % pour le Topix) et les actions émergentes ont terminé en recul de 4,6 % (indice MSCI Emerging en dollars), pénalisées par la forte baisse des actions chinoises (-22,8 % pour le MSCI China en dollars).

Le **rendement du T-note américain à 10 ans** (0,91 % fin 2020) s'est inscrit sur une tendance haussière dès le début l'année lorsqu'il est de plus en plus clairement apparu que les dépenses publiques allaient s'accroître. Il a ainsi atteint 1,74 % le 31 mars, à un niveau qui n'avait plus été traité depuis janvier 2020. Les perspectives de voir l'économie américaine connaître une forte reprise, voire une surchauffe, sous l'effet d'ambitieux plans de relance budgétaire expliquent cette évolution. Par la suite, les variations des taux longs ont été heurtées et la détente par rapport au point haut de mars reflète imparfaitement les préoccupations des investisseurs et l'accélération de l'inflation. Des facteurs de marché (comme des débouchements de positions vendeuses et les difficultés des actions au milieu de l'été) peuvent expliquer la rapidité de la détente. Le 19 juillet, le taux à 10 ans est ainsi revenu à 1,19 %, au plus bas depuis mi-février. En septembre et pendant une bonne partie d'octobre, il a recommencé à se tendre pour remonter à 1,70 %. Les anticipations sur la politique monétaire ont entraîné de nouvelles variations heurtées dans un intervalle assez large (1,35 % - 1,70 %), avec une forte hausse de la volatilité. **Le rendement du T-note à 10 ans a terminé à 1,51 %, soit une tension annuelle de 60 pb.** Le rendement du **Bund allemand à 10 ans** a connu des variations heurtées qui se soldent par une **tension annuelle de 39 pb à -0,18 %**. Dans le sillage des taux longs américains, il est revenu au-dessus de -0,10 % en séance le 19 mai sous l'effet des inquiétudes inflationnistes et de l'amélioration des enquêtes d'activité. Le mouvement s'est brutalement inversé en juillet et une détente ininterrompue l'a ramené à moins de -0,50 % début août. Il s'est alors à nouveau tendu pour s'inscrire à -0,086 % à la mi-octobre, au plus haut de l'année. Cette correction reflète les craintes inflationnistes, la perspective de voir la BCE réduire le rythme de ses achats de titres dans le cadre du PEPP (Pandemic emergency purchase programme) et des anticipations (excessives) de remontée des taux directeurs de la BCE. Le taux allemand à 10 ans a évolué sans direction entre -0,10 % et -0,20 % jusqu'à la mi-novembre. Il s'est détendu lorsque les investisseurs se sont inquiétés des effets sur la croissance des nouvelles restrictions sanitaires. A la fin de l'année, l'environnement est redevenu plus

favorable aux actifs risqués une fois que les investisseurs se sont convaincus que la vague Omicron n'allait pas déstabiliser l'économie mondiale. Le tournant moins accommodant des politiques monétaires à la mi-décembre a contribué aux tensions sur les taux.

1.2 Faits marquants du métier en 2021

L'épidémie de coronavirus, reconnue comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020 et les diverses mesures mises en place par les gouvernements et organismes de réglementation pour lutter contre sa propagation ont affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale ainsi que la demande de biens et de services et ont de ce fait un impact important sur la croissance mondiale. Dans le même temps, les politiques budgétaires et monétaires ont été assouplies pour soutenir l'économie.

Les comptes de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding ci-après « BNPP AM Holding » sont établis sur la base de la continuité d'activité. Les impacts de cette épidémie atténués par l'ensemble des mesures contracycliques comme les mesures de soutien des autorités et les plans de relance de l'activité économique dont bénéficient les clients concernent principalement le provisionnement et l'évaluation des actifs. L'estimation de ces impacts a été réalisée dans un contexte d'incertitude concernant l'ampleur des conséquences de cette épidémie sur les économies tant au niveau local au mondial.

Au cours de l'exercice, les opérations suivantes ont été réalisées :

- Le 15 janvier 2021 : cession en totalité de la participation dans Shinhan, la plus-value nette dégagée est de +89,7 millions d'euros.
- Le 29 janvier 2021 : acquisition des titres de l'entité BNPP AM Nederland pour 39,6 millions d'euros fusionnés dans BNPP AM France le 1^{er} mai 2021.
- Le 27 avril 2021 : liquidation de l'entité BNPP IP BSC (Bahrein), la moins-value dégagée est de -7,8 millions d'euros.
- Le 29 juin 2021 : réduction des fonds propres de BNPP Dealing Services pour 29,7 millions d'euros dont 17,7 millions d'euros de réduction de capital et 12 millions d'euros de remboursement de prime d'émission et de répartition de la réserve légale, ces 12 millions d'euros ayant donné lieu à la constatation d'un produit exceptionnel.
- Le 30 septembre 2021 : acquisition des titres de l'entité BNPP Capital Partners pour 14,9 millions d'euros fusionnés dans BNPP AM France le 31 décembre 2021.
- Le 1^{er} octobre 2021 : acquisition des parts minoritaires dans Gambit Financial Solutions pour 3,3 millions d'euros via l'exercice de call-option.

2. Comptes sociaux de BNPP AM Holding

2.1 Compte de résultat (en M €)

	2021	2020	Variation
Produits d'exploitation	6.9	9.0	-2.1
Prestations diverses	6.4	4.9	1.5
Reprise sur provisions et transfert de charges	0.5	4.1	-3.6
Autres produits	-	-	
Charges d'exploitation	-22.8	-33.2	10.4
Autres achats et charges externes	-16.5	-10.7	-5.8
Impôts taxes et versements assimilés	-0.5	-0.7	0.2
Salaires, traitements et charges sociales	-5.2	-12.4	7.2
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-0.3	-0.1	-0.2
Autres charges	-0.3	-9.3	9.0
RESULTAT D'EXPLOITATION	-15.9	-24.2	8.3
Résultat financier	485.6	243.6	242.0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	469.7	219.4	250.3
Résultat exceptionnel	94.9	87.4	7.5
Participation des salariés aux résultats	-0.1	-0.1	0.0
Impôts sur les bénéfices	3.5	-4.1	7.6
RESULTAT NET	568.0	302.6	265.4

2.1.1 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est négatif à hauteur de -15,9 M€ contre une perte de -24,2 M€ en 2020.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes dans nos livres est de 45 K€ pour Deloitte & Associés et de 45 K€ pour PWC.

2.1.2 Résultat financier

L'exercice 2021 enregistre un résultat sur opérations financières positif de + 485,6 M€ contre un résultat positif de + 243,6 M€ en 2020.

Le résultat de + 485,6 M€ se décompose de la manière suivante :

- **+134,8 M€ sur les dividendes** encaissés dont les plus significatifs sont :
 - 49,9 M€ BNPP AM France
 - 37,3 M€ BNPP AM Belgium
 - 18,2 M€ BNPP AM Luxembourg
 - 10,3 M€ BNPP Dealing Services
 - 4,0 M€ BNPP AM BE Holding
 - 3,5 M€ BancoEstado
 - 2,7 M€ Fundquest Advisors
 - 2,2 M€ IMPAX Group
 - 2,2 M€ Alfred Berg KapitalforvaltningAB
 - 1,9 M€ BNPP AM Malaysia
 - 1,6 M€ BNPP AM Lat Am
- +10,7 M€ de résultat sur autres titres immobilisés correspondant principalement à une distribution du fonds Antin Infrastructure Partner pour 10,1 M€.
- **+354,3 M€ de résultat net sur titres de participations** pour :
 - +365,7 M€ de reprises de provisions dont principalement :
 - 353,1 M€ BNPP AM BE Holding
 - 10,4 M€ BNPP IP BSC (Bahrein)
 - 1,1 M€ Fundquest Advisors
 - -11,4 M€ de dotations dont principalement :
 - -5,5 M€ BNPP AM Japan
 - -2,5 M€ BNPP AM Singapour
 - -2,2 M€ BNPP AM Asia
 - -1,2 M€ BNPP AM Mexico
- **-9,7 M€ de résultat net sur titres d'activité de portefeuille** et des valeurs mobilières de placement correspondant pour l'essentiel à une dotation de provision sur le fonds SME Alternative pour -6,0 M€ et une dotation sur les CLO US pour un montant de -3,8 M€.
- **-4,4 M€ de résultat net sur opérations de trésorerie et de couverture.**

2.1.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2021 de 94,8 M€ correspond pour l'essentiel aux opérations suivantes :

- 89,6 M€ Cession des titres Shinhan
- 12,0 M€ Remboursement de capital de BNPP Dealing Services
- - 7,8 M€ Liquidation de l'entité BNPP IP BSC (Bahrein)

2.1.4 Impôt sur les sociétés

La ligne impôt sur les sociétés présente un montant créditeur qui correspond à un crédit d'impôt sur la cession du titre SHINHAN pour 3,5 M€ en application de l'arrêt Air Liquide du 15 novembre 2021 (CE 8e-3e ch. 15-11-2021 n° 454105, Sté L'Air Liquide).

2.1.5 Résultat net

Le résultat net de l'exercice 2021 est un bénéfice de 568,0 M€ contre un bénéfice de 302,6 M€ en 2020, en progression de +265,4 M€.

2.2 Bilan (en M€)

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020	PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles			Capital	23.0	23.0
Immobilisations Corporelles			Prime d'émission	1 510.7	1 510.7
Immobilisations financières	3 399.6	2 914.1	Réserves et RAN	5.0	6.2
Créances diverses	12.4	6.0	Résultat	568.0	302.6
			<u>CAPITAUX PROPRES</u>	<u>2 106.7</u>	<u>1 842.5</u>
Valeurs Mobilières de Placement	730.1	175.8	Provisions pour Risques et Charges	20.7	9.7
Charges constatées d'avance	-	-	Dettes Financières	2 077.5	1 246.4
Disponibilités	249.9	192.3	Dettes d'exploitation	135.3	126.1
Ecart de Conversion Actif	41.1	79.5	Ecart de Conversion Passif	92.9	143.0
TOTAL	4 433.1	3 367.7	TOTAL	4 433.1	3 367.7

2.2.1 ACTIF

L'évolution des principaux postes de l'Actif peut être synthétisée comme suit :

2.2.1.1 Immobilisations financières

Au 31 décembre 2021, le poste « Immobilisations financières » s'élève à 3 399,6 M€ contre 2 941,1 M€ au 31 décembre 2020. La variation positive de +485,6 M€ s'explique par les éléments suivants :

- **Titres de participations et filiales (+ 340,8 M€)**

- Augmentation pour +59,1 M€ correspondant aux opérations suivantes :

- Acquisition des titres BNPP AM Nederland NV fusionnés dans BNPP AM France +39,6 M€
- Acquisition des titres BNP Capital Partners fusionnés dans BNPP AM France +14,9 M€
- Acquisition de 14% de Gambit Financial Solutions portant la détention à 100% + 3,3 M€
- Augmentation de capitaux propres de BNPP AM Mexico + 1,4 M€

- Diminution pour -73,0 M€ correspondant principalement à :
 - Cession des titres Shinhan -45,9 M€
 - Remboursement de capital de BNPP Dealing Services -17,7 M€
 - Liquidation de l'entité BNPP IP BSC (Bahrein) - 9,4 M€

- Evolution des dotations et reprises de provisions pour dépréciations pour un montant net de +354,3 M€ correspondant principalement à :
 - Reprises sur titres :
 - +353,1 M€ BNPP AM BE Holding
 - + 10,4 M€ BNPP AM BSC (Bahrein)
 - + 1,1 M€ Fundquest Advisors

 - Dotations sur titres :
 - -5,5 M€ BNPP AM Japan
 - -2,5 M€ BNPP AM Singapour
 - -2,2 M€ BNPP AM Asia
 - -1,2 M€ BNPP AM Mexico

- Ecart net de conversion pour -0,4 M€

▪ **Créances rattachées à des participations (+0,1 M€)**

Il s'agit de prêts et avances accordés à des filiales de BNPP AM Holding et des intérêts courus. Les encours s'élèvent à 37,3 M€ en 2021 contre 37,2 M€ en 2020, soit une augmentation de +0,1 M€.

▪ **Autres titres immobilisés (+144,6 M€)**

Ils se composent principalement de la façon suivante :

➤ BNPP EUROPEAN JUNIOR INFRA DEBT FUND	+50,0 M€
➤ BNPP PRIVATE LENDING DMC	+47,7 M€
➤ BNPP EUROPEAN REAL ESTATE DEBT FUND II	+43,7 M€
➤ SINGULARITY I LSP	+39,4 M€
➤ SME ALTERNATIVE FINANCE	+39,4 M€
➤ BNPP CAPITAL PARTNERS INVESTMENT II	-42,9 M€
➤ BNPP EUROPEAN INFRA DEBT FUND	-22,9 M€
➤ BNPP CAPITAL PARTNERS PARTICIPATION	-10,4 M€

2.2.1.2 Créances (+6,4 M€)

L'encours des créances diverses s'élève à 12,4 M€ au 31 décembre 2021. Il se compose principalement du compte des créances issues de la refacturation des coûts de holding (2,7 M€) et des acomptes d'impôt sur les sociétés ainsi que du crédit d'impôt (7,8 M€).

2.2.1.3 Valeurs mobilières de placement (+554,3 M€)

Elles sont constituées par des titres de Seed Money et du portefeuille de CLO.

Elles s'élèvent en net à 730,1 M€ au 31 décembre 2021 contre 175,8 M€ au 31 décembre 2020, soit une augmentation de +554,3 M€. Cette variation se décompose comme suit :

▪ **Seed Money (+557,5 M€)**

Les valeurs mobilières de placement relatives à la gestion du Seed Money s'élèvent à 729,9 M€ net au 31 décembre 2021 contre 172,4 M€ au 31 décembre 2020, soit une augmentation de +557,5 M€.

La variation du portefeuille se décompose de la manière suivante :

- Les acquisitions représentent un montant de +549,2 M€ et s'observent principalement pour les titres suivants :
 - BNPP AM INTERNATIONAL HEDGED STRATEGIES +327,8 M€
 - BNPP INSTICASH USD +194,3 M€
 - BNPP AM HEDGED STRATEGIES + 24,4 M€
- Les écarts de conversion positif correspondent à une variation de +9,4 M€.
- Les provisions matérialisent les moins-values constatées par rapport à la dernière valeur liquidative et affichent une situation en dotation de -1,1 M€ sur l'exercice 2021.

▪ **CLO (-3,3 M€)**

Cette variation s'explique à la fois par les dotations aux provisions pour -3,8 M€ dont :

- BNPP IP CLO 2014-1 -0,8 M€
- BNPP IP CLO 2014 II -3,0 M€

Et par les effets de change pour +0,5 M€ dont :

- BNPP IP CLO 2014-1 +0,2 M€
- BNPP IP CLO 2014 II +0,3 M€

Le stock au 31 décembre 2021 net de provision est nul et se décompose comme suit :

- 7,5 M€ de valeur brute dont :
 - BNPP IP CLO 2014-1 2,9 M€
 - BNPP IP CLO 2014 II 4,6 M€
- 7,5 M€ de provision dont :
 - BNPP IP CLO 2014-1 -2,9 M€
 - BNPP IP CLO 2014 II -4,6 M€

2.2.1.4 Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 249,9 M€ au 31 décembre 2021.

2.2.2 PASSIF

2.2.2.1 Capitaux propres

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres s'élevaient à 2 106,7 M€ contre 1 842,5 M€ au 31 décembre 2020, en augmentation de +264,3 M€ correspondant essentiellement à l'évolution du résultat 2021.

2.2.2.2 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges enregistrent une dotation de provision pour 11,0 M€ sur l'exercice 2021.

2.2.2.3 Dettes financières

Le montant des dettes financières s'élève à 2 077,5 M€ au 31 décembre 2021 contre 1 246,4 M€ au 31 décembre 2020.

2.2.2.4 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation s'élevaient à 135,3 M€ au 31 décembre 2021 contre 126,1 M€ au 31 décembre 2020.

Ces dettes sont composées de :

- Dettes sur immobilisations 117,9 M€
- Dettes fiscales et sociales 9,6 M€
- Dettes fournisseurs 7,9 M€

Conformément à l'art. D 441-41 du Code de Commerce, le tableau du suivi des retards de paiement est présenté dans l'**Annexe 2**.

2.2.2.5 Ecarts de conversion

Au 31 décembre 2021, les écarts de conversion Actif et Passif sont constitués par la réévaluation des titres et des emprunts en devises.

3. Perspectives 2022

Le changement de ton des grandes banques centrales fin 2021, et singulièrement de la Fed, explique les changements observés sur les courbes de taux qui se sont ajustées aux perspectives de réduction des achats de titres (*tapering*) et de remontée des taux directeurs. Malgré un léger reflux en fin de période, la volatilité implicite sur les titres du Trésor américain (mesurée par l'indice MOVE) a terminé l'année proche de ses plus hauts niveaux depuis le printemps 2020.

Même si la perception de risques accrus a dominé les échanges fin 2021 et début 2022, les investisseurs n'ont pas remis en question le scénario favorable de moyen terme. La demande intérieure, soutenue par l'amélioration de l'emploi et des revenus des ménages, est solide et devrait permettre à la croissance de dépasser encore nettement sa moyenne de long terme en 2022 et aux entreprises d'enregistrer de bons résultats.

L'hypothèse qui devient de plus en plus consensuelle est que les conséquences du variant Omicron seront limitées et de court terme. Les banques centrales n'ont d'ailleurs pas mis le risque sanitaire au cœur de leurs récentes décisions, estimant qu'il pourra retarder ou décaler la reprise -en prolongeant les contraintes sur l'offre et en réduisant la demande de services -mais pas la remettre en cause. La vague Omicron s'est révélée spectaculaire en nombre de contaminations mais bien moins longue que les précédentes et, proportionnellement, moins meurtrière. D'autre part, l'hypothèse que ce variant, très contagieux mais moins virulent, constitue la première forme d'une maladie endémique, commence à être évoquée. Sa validation serait très favorable pour les actifs cycliques même si, à l'heure actuelle, la situation sanitaire n'est plus au centre des préoccupations des investisseurs.

Les politiques monétaires exceptionnelles d'assouplissement quantitatif devraient s'interrompre en 2022. Même si la normalisation des taux directeurs et de la taille de leurs bilans devrait être graduelle et prudent, la Fed a malgré tout créé la surprise début janvier 2022 à l'occasion de la publication du compte rendu des *Minutes* de son dernier comité de politique monétaire de 2021. Outre la possibilité d'une remontée plus précoce des taux directeurs, ce compte rendu a révélé que les discussions autour du bilan de la Fed avaient constitué une grande partie des débats, ce qui n'était pas forcément apparu lors de la conférence de presse de Jerome Powell. Le thème de la réduction de la taille du bilan est mentionné à de nombreuses reprises dans le compte-rendu. Ces débats sont justifiés par le caractère très particulier de la crise que vient de traverser l'économie américaine. Contrairement à la Grande crise financière, l'élément déclencheur est exogène (et en particulier non financier), ce qui plaide pour une normalisation plus rapide. De plus, une telle évolution limiterait aussi l'aplatissement de la courbe des taux.

Bien sûr, **une inflation durablement élevée est le principal risque** qui pèse sur le scénario favorable. Un éventuel désancrage des anticipations inflationnistes se traduirait en effet par des tensions sur les taux longs et par des attentes de resserrement monétaire plus rapide, créant un environnement beaucoup plus difficile pour les actions dont les valorisations sont déjà élevées. La remontée des taux réels depuis le début de 2022 pèse davantage sur certains marchés (Etats-Unis), secteurs (technologie) et style de gestion (Growth).

Ce thème sera surveillé de près, par les investisseurs comme par les banquiers centraux, et la réactivité en matière d'allocation d'actifs s'imposera. La normalisation des politiques monétaires intervient parce que l'environnement économique est favorable et les conditions financières ne deviendront pas restrictives avant longtemps. 2022 sera une année de transition avec, vraisemblablement, des variations plus heurtées des actifs financiers. Des opportunités vont certainement en découler mais il est aussi important que les choix d'allocation d'actifs soient faits en prenant en compte le risque d'une hausse plus brutale des taux.

- A moyen terme, notre scénario central reste favorable.
- Nous commençons 2022 avec une allocation stratégique en ligne par rapport à notre budget de risque tout en conservant une surexposition aux actions, une sous-sensibilité aux obligations gouvernementales et une position sur les matières premières **non agricoles** qui pourraient profiter des mesures de soutien à la croissance chinoise et d'une offre toujours limitée.

Par ailleurs après 2 années impactées par la crise sanitaire, l'année 2022 devrait être une année de normalisation même si certaines zones d'incertitude persistent. Malgré ce contexte, les équipes de BNPP AM France restent complètement opérationnelles, en télétravail ou sur site professionnel.

Ces perspectives pourraient être par ailleurs impactées par le contexte géopolitique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février 2022 a conduit à des réactions de la communauté internationale, en particulier en matière de sanctions économiques concernant la Russie dont la portée n'est pas encore totalement connue. Ce conflit aura des conséquences majeures sur l'économie européenne et mondiale, notamment sur le niveau de l'inflation et la volatilité des marchés. A ce jour, Les fonds dont BNPP AM France tire ses revenus n'ont pas ou très peu d'exposition à la Russie. Toutefois, aucune déclaration ferme sur l'impact de la rentabilité en 2022 pour BNPP AM France ne peut être faite pour le moment.

4. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Conformément à l'article R. 225-102 du Code de Commerce, le tableau des résultats des cinq derniers exercices vous est communiqué en **Annexe 1**.

5. Projet d'affectation du résultat 2021 de BNPP AM Holding

Le Conseil propose d'affecter le résultat de l'exercice 2021 comme suit :

	<u>Euros</u>
• Report à nouveau créditeur	11 049,60
• Résultat de l'exercice	568 041 744,54
Bénéfice distribuable	568 052 794,14
<u>Réparti à :</u>	
• Réserve légale	Déjà dotée
• Dividendes	568 041 327,24
• Report à nouveau	11 466,90
Total	568 052 794,14

Le Conseil d'Administration propose donc qu'il soit distribué un dividende unitaire de 394,44 € par action pour chacune des 1 440 121 actions soit au total de 568 041 327,24 €.

Pour information, le dividende des trois derniers exercices s'est élevé :

- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 à 302 598 224,52 €
- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 à 177 595 721,72 €
- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 à 1 141 857 539,69 €

6. Informations sur les filiales et participations

cf. Annexe des Comptes Annuels.

7. Intégration fiscale : évènement significatif

BNPP AM Holding est membre du groupe fiscal du groupe BNP Paribas depuis le 1er janvier 2014.

8. Montant global des dépenses somptuaires (art 39-4 du CGI)

Néant.

9. Evénements postérieurs à la clôture

La crise ukrainienne a considérablement accru la volatilité des marchés financiers et l'incertitude sur l'environnement économique, au moment où le monde émergeait de la pandémie. Deux fonds de BNPP AM Luxembourg avaient une exposition importante au marché d'actions russes, ces fonds ont été suspendus fin février suite à la fermeture du marché. Les autres fonds de BNPP AM n'ont pas ou très peu d'exposition à la Russie et nous n'avons ni eu de sortie massive ni eu à activer de mécanisme de liquidité. Ceci dit, l'impact négatif des marchés financiers a une influence directe sur la base des actifs sous gestion et donc sur les revenus de BNPP AM Holding.

Compte tenu de l'incertitude sur la durée et l'issue de ce conflit, aucune déclaration ferme sur l'impact de la rentabilité en 2022 pour BNPP AM Holding ne peut être faite pour le moment. Le Groupe suit de près l'évolution de la situation en liaison avec les autorités concernées et en particulier les réactions de la communauté internationale en matière de sanctions économiques concernant la Russie.

10. Activités en matière de recherche et développement

Néant.

11. Vie sociale

Les mandats d'administrateurs de Monsieur Frédéric Janbon, de Monsieur Jacques Tenaille d'Estais, de Madame Hélène Leclerc ont été renouvelés pour trois ans par décision de l'Assemblée Générale du 10 mai 2021, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le Conseil d'Administration du 25 mars 2021 a décidé la cooptation de Monsieur Renaud Dumora en qualité d'administrateur, en remplacement de BGL BNP Paribas, démissionnaire. L'Assemblée Générale du 10 mai 2021 a ratifié cette cooptation pour le temps restant à courir du mandat de BGL BNP Paribas, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le Conseil d'Administration du 29 juin 2021 a constaté la démission de Monsieur Frédéric Janbon de son mandat d'administrateur et décidé la cooptation de Monsieur Sandro Pierri, à compter du 1^{er} juillet 2021, en remplacement et pour la durée restante du mandat de Monsieur Frédéric Janbon, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le Conseil d'Administration du 29 juin 2021 a constaté la démission de Monsieur Frédéric Janbon de son mandat de Directeur Général et a décidé la nomination de Monsieur Sandro Pierri en qualité de Directeur Général de BNPP AM Holding, à compter du 1^{er} juillet 2021 et pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

12. Rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration

Jetons de présence

Nom des Administrateurs au 31 décembre 2021	Montant versé en euro
Monsieur Renaud Dumora	0
Monsieur Sandro Pierri	0
Monsieur Jacques d'Estais	0
BNP PARIBAS Fortis représentée par Stéphane Vermeire	0
BNP Paribas SA représentée par Véronique Cotten	0
Madame Francine Calvet	0
Madame Hélène Leclerc	55 000 €
Monsieur Alain Kokocinski	55 000 €

13. Actionnariat

BNP Paribas SA	958 470	66,55%
BNP Paribas Fortis	408 593	28,37%
BGL BNP Paribas	71 448	4,96%
BAII Recouvrements	1610	0,11%
Total	1 440 121	100%

14. Etat de la participation des salariés au capital (L.225-102 al 1 et L.225-180 du code de commerce)

Non applicable.

15. Engagements de toute nature pris par la société en application de l'article L.225-102-1 du code de commerce (déclaration de performance extra-financière)

Non applicable.

16. Montant des cinq rémunérations les plus élevées sur l'exercice 2021

Le montant global des sommes versées (bases brutes sociales) aux cinq personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élève à la somme de 3 418 188 €.

17. Mentions relevant du rapport sur le gouvernement d'entreprise (article L 225-37 et s. du Code de Commerce)

17.1 Liste des mandats exercés par les mandataires sociaux

cf. Annexe 3 ci-jointe.

17.2 Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale

Aucune convention visée par ces dispositions n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

17.3 Tableau des délégations en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital

Non applicable

17.4 Modalités d'exercice de la direction générale

Le Conseil d'Administration a choisi que les fonctions de Président et Directeur Général soient dissociées. Ainsi la fonction de Président du Conseil d'Administration est exercée par Monsieur Renaud Dumora et celle de Directeur Général par Monsieur Sandro Pierri.

17.5 Conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce

Aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de Commerce n'a été autorisée par votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé.

Votre commissaire aux comptes en a été informé en vue de son rapport spécial.

Le Conseil d'Administration

ANNEXE 1

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Etabli en EUR					
Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en EUR)	23 041 936	23 041 936	23 041 936	23 041 936	23 041 936
b) Nombre d'actions ordinaires existantes					
c) Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
d-1) par conversion d'obligations					
d-2) par exercice de droits de souscription					
II. Résultat de l'exercice (en EUR)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 382 232	4 138 577	4 957 034	4 917 790	6 371 773
b) Résultat avant impôts et charges calculées	216 562 528	92 183 339	165 665 148	168 570 430	230 715 102
c) Impôt sur les bénéfices	9 587 377	-28 227	2 883 004	4 109 076	-3 506 238
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	209 571	94 070	105 572	77 254	97 888
e) Dotations aux amortissements et provisions	-63 746 129	-4 451 418	-15 150 669	-138 217 785	-333 918 292
f) Résultat après impôts et charges calculées	270 511 709	96 568 914	177 827 241	302 601 885	568 041 745
g) Résultat distribué au titre de l'exercice	1 045 297 427	96 560 113	177 595 722	302 598 225	
III. Résultat par action (en EUR)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	144	64	113	114	163
b) Résultat après impôts et charges calculées	188	67	124	210	394
c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action	725	67	123	210	
IV. Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés	13	11	9	8	8
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	4 558 984	5 354 404	7 885 350	9 813 266	4 706 266
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	645 139	1 043 894	534 112	2 525 079	714 163

ANNEXE 2

FACTURES RECUES ET EMISES A LA DATE DE CLOTURE DONT LE TERME EST ECHU

(TABLEAU PREVU AU 4 DE L'ARTICLE D441-4)

	Article D 441-4 I 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D 441-4 I 2°: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	0	14	16		11	41		1	0	0	7	8
Montant total des factures concernées HT	0	447 806.66	422 020.28		387 759.92	1 257 586.86		20 429.11	0.00	0.00	171 211.76	191 640.87
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice		2.72%	2.56%		2.35%	7.63%						
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice								0.32%			2.69%	3.01%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	. Délais contractuels : 30 Jours . Délais légaux :						. Délais contractuels : 30 Jours . Délais légaux :					

ANNEXE 3

MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS TOUTE SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2021

1. MONSIEUR RENAUD DUMORA

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Asset Management Holding	Président du Conseil d'Administration
BNP Paribas Cardif	Président du Conseil d'Administration
AG Insurance (Belgique)	Administrateur

2. MONSIEUR JACQUES D'ESTAIS

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Cardif	Administrateur
BNP Paribas Asset Management Holding	Administrateur
BNP Paribas Real Estate	Président du Conseil de Surveillance
Bank of the West	Administrateur
IHC (BNPP USA, Inc.)	Administrateur

3. MONSIEUR SANDRO PIERRI

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Asset Management Holding	Directeur Général et Administrateur
BNP Paribas Asset Management France	Président et Président du Conseil d'Administration
BNP Paribas Asset Management USA Holdings Inc.	Président du Conseil d'Administration
BNP Paribas Asset Management USA Inc.	Président du Conseil d'Administration
BNP Paribas Asset Management UK Limited	Président du Conseil d'Administration

4. BNP PARIBAS (REPRESENTEE PAR MME VERONIQUE COTTEN)

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Asset Management Holding	Représentant permanent de BNP Paribas SA, Administratrice
BNP Paribas Cardif	Administratrice
BNP Paribas Actionnariat (SICAV)	Administratrice

5. MONSIEUR ALAIN KOKOCINSKI

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Asset Management Holding	Administrateur externe
BNP Paribas Asset Management Belgium	Administrateur indépendant

6. MADAME FRANCINE CALVET

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Asset Management Holding	Administratrice
BNP Paribas Personal finance	Administratrice
BNP Paribas Real Estate	Membre du Conseil de surveillance

7. MADAME HELENE LECLERC

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Asset Management Holding	Administratrice externe

8. MONSIEUR STEPHANE VERMEIRE

SOCIETES	MANDATS EXERCES
BNP Paribas Fortis	Administrateur exécutif
BNP Paribas Asset Management Holding	Représentant permanent de BNP Paribas Fortis, Administrateur
Guisquare SPRL	Administrateur
SDIV	Gérant
Procomin SA	Administrateur
Aciers Crustin SA	Administrateur
Vermeire Aandrijvingen NV	Administrateur non exécutif
Vermeire Transmissions SA	Administrateur non exécutif

BNP Paribas Asset Management Holding

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
9, Place de la Pyramide
92908 Paris-La-Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
BNP Paribas Asset Management Holding
1 Boulevard Haussmann
75009 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Asset Management Holding relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la mise à jour en novembre 2021 par l'Autorité des Normes Comptables de sa recommandation n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation

des engagements de retraite et avantages similaires, tels qu'exposés dans la note « Avantages postérieurs à l'emploi » dans les Principes, règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimations comptables :

Valorisation des titres de participation :

Comme indiqué dans les paragraphes de l'annexe relatifs aux Règles et Méthodes Comptables, les titres de filiales et de participations détenus à long terme sont évalués à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité. Nous avons procédé à l'appréciation des approches, données et hypothèses retenues par la société pour déterminer ces valeurs d'utilité et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Valorisation des valeurs mobilières de placement :

Votre société détient des valeurs mobilières de placement, notamment des parts d'OPCVM en voie de lancement « Seed money ». Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société afin de déterminer leur valeur d'inventaire et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine Cedex et Paris - La Défense le 28 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

DELOITTE ET ASSOCIES

Sarah Kressmann-Floquet

 *Stéphane Collas*

Sarah Kressmann-Floquet

Stéphane Collas

COMPTES ANNUELS

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding

Société anonyme

1 Boulevard Haussmann 75009 PARIS

DATE DE CLOTURE : 31/12/2021

Sommaire

<u>Bilan - Actif.....</u>	<u>3</u>
<u>Bilan - Passif.....</u>	<u>4</u>
<u>Compte de résultat.....</u>	<u>5</u>
<u>Compte de résultat (suite).....</u>	<u>6</u>
<u>Règles et méthodes comptables.....</u>	<u>7</u>
<u>Immobilisations.....</u>	<u>16</u>
<u>Amortissements.....</u>	<u>17</u>
<u>Provisions inscrites au bilan.....</u>	<u>18</u>
<u>Précisions sur les charges et produits exceptionnels.....</u>	<u>19</u>
<u>Détail des produits à recevoir.....</u>	<u>20</u>
<u>Détail des charges à payer.....</u>	<u>21</u>
<u>Etat des échéances des créances et des dettes.....</u>	<u>22</u>
<u>Nombre et valeur nominale des composants du capital social.....</u>	<u>23</u>
<u>Ventilation du Chiffre d'affaires.....</u>	<u>24</u>
<u>Ventilation de l'impôt.....</u>	<u>25</u>
<u>Ventilation par catégorie d'effectif.....</u>	<u>26</u>
<u>Filiales et participations.....</u>	<u>27</u>
<u>Variations des capitaux propres.....</u>	<u>28</u>
<u>Evénements postérieurs</u>	<u>29</u>

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	163 423	163 423		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	163 423	163 423		
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	1 420	1 420		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	1 420	1 420		
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	3 535 654 556	718 798 759	2 816 855 797	2 476 037 251
Créances rattachées à des participations	37 348 828		37 348 828	37 191 480
Autres titres immobilisés	554 262 465	8 809 303	545 453 162	400 841 709
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières	4 127 265 849	727 608 062	3 399 657 787	2 914 070 440
Total Actif Immobilisé (II)	4 127 430 692	727 772 905	3 399 657 787	2 914 070 440
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	185 130		185 130	210 085
Clients et comptes rattachés	2 754 261		2 754 261	1 348 187
Autres créances	9 435 169		9 435 169	4 470 344
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	12 374 559		12 374 559	6 028 616
Valeurs mobilières de placement	739 843 780	9 743 891	730 099 889	175 840 390
dont actions propres:				
Disponibilités	249 917 294		249 917 294	192 259 396
TOTAL Disponibilités	989 761 074	9 743 891	980 017 183	368 099 786
Charges constatées d'avance				
Total Actif Circulant (III)	1 002 135 633	9 743 891	992 391 742	374 128 402
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	41 101 605		41 101 605	79 473 330
Total Général (I à VI)	5 170 667 931	737 516 796	4 433 151 135	3 367 672 173

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel dont versé :	23 041 936	23 041 936
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	1 510 636 024	1 510 636 024
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	2 304 194	2 304 194
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves	2 304 194	2 304 194
Report à nouveau	11 050	7 389
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	568 041 745	302 601 885
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	2 704 885	3 873 279
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 106 739 833	1 842 464 707
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	20 716 872	9 764 646
Provisions pour charges	17 931	-23 041
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	20 734 803	9 741 605
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 284 626 251	586 281 582
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	792 875 780	660 088 020
TOTAL Dettes financières	2 077 502 031	1 246 369 602
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 860 250	3 063 810
Dettes fiscales et sociales	9 529 338	10 052 331
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	117 866 253	112 964 517
Autres dettes	22 459	4 068
TOTAL Dettes d'exploitation	135 278 300	126 084 727
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	2 212 780 331	1 372 454 328
Ecart de conversion Passif (V)	92 896 168	143 011 532
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	4 433 151 135	3 367 672 173

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	3 056 172	3 315 601	6 371 773	4 917 790
Chiffres d'affaires nets	3 056 172	3 315 601	6 371 773	4 917 790
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			492 162	4 086 123
Autres produits			4	34
Total des produits d'exploitation (I)			6 863 940	9 003 947
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			16 483 881	10 719 575
Impôts, taxes et versements assimilés			471 444	682 819
Salaires et traitements			4 536 856	9 813 266
Charges sociales			623 032	2 525 079
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	315 579	160 860
Autres charges			286 006	9 253 737
Total des charges d'exploitation (II)			22 716 798	33 155 337
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-15 852 859	-24 151 390
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			138 609 665	109 297 041
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			13 738 037	2 165 633
Autres intérêts et produits assimilés			139 194	63 593
Reprises sur provisions et transferts de charges			368 142 576	163 625 521
Différences positives de change			4 703 769	15 364 317
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 382 486	639 015
Total des produits financiers (V)			526 715 727	291 155 121
Dotations financières aux amortissements et provisions			35 569 261	29 660 053
Intérêts et charges assimilées			2 435 235	2 693 472
Différences négatives de change			2 520 510	15 115 972
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			545 509	105 521
Total des charges financières (VI)			41 070 515	47 575 018
RÉSULTAT FINANCIER			485 645 212	243 580 103
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			469 792 354	219 428 713

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	145 227 279	102 429 401
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 030 962	442 182
Total des produits exceptionnels (VII)	147 258 241	102 871 583
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-13 844	421 775
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	51 568 477	14 975 177
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	862 568	115 129
Total des charges exceptionnelles (VIII)	52 417 201	15 512 082
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	94 841 040	87 359 502
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	97 888	77 254
Impôts sur les bénéfices (X)	-3 506 238	4 109 076
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	680 837 907	403 030 651
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	112 796 163	100 428 766
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	568 041 745	302 601 885

Règles et méthodes comptables

(décret n°83-1020 du 29-11-1983 - article 7, 21 24 début,24-1,24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Le total bilan de l'exercice au 31/12/2021 s'élève à **4 433 151 135 euros**.

Le compte de résultat de l'exercice présente **un bénéfice de 568 041 745 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Holding « BNPP AM Holding » est une Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 23 041 936 euros.

Son siège social est situé au 1, Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Son établissement principal est au 14, rue Bergère 75009 Paris.

Faits caractéristiques de l'exercice :

Pandémie Coronavirus

L'épidémie de coronavirus, reconnue comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2021 et les diverses mesures mises en place par les gouvernements et organismes de réglementation pour lutter contre sa propagation ont affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale ainsi que la demande de biens et de services et ont de ce fait un impact important sur la croissance mondiale. Dans le même temps, les politiques budgétaires et monétaires ont été assouplies.

Les comptes sociaux de BNPP AM Holding sont établis sur la continuité d'activité. Les impacts de cette épidémie atténués par l'ensemble des mesures contracycliques comme les mesures de soutien des autorités et les plans de relance de l'activité économique dont bénéficient les clients concernent principalement le provisionnement et l'évaluation des actifs. L'estimation de ces impacts a été réalisée dans un contexte d'incertitude concernant l'ampleur des conséquences de cette épidémie sur les économies tant au niveau local que mondial.

Au cours de l'exercice, les opérations suivantes ont été réalisées :

- Le 15 janvier 2021 : cession en totalité de la participation dans Shinhan, la plus-value nette est de + 89,7 millions d'euros.
- Le 29 janvier 2021 : acquisition des titres BNPP AM Nederland pour 39,6 millions d'euros fusionnés dans BNPP AM France le 1er mai 2021.
- Le 27 avril 2021 : liquidation de BNP IP BSC (Bahrein), la moins-value dégagée est de - 7,8 millions d'euros.
- Le 29 juin 2021 : réduction des fonds propres de BNPP Dealing Services dont 17,7 millions d'euros de réduction de capital et 12 millions d'euros de remboursement de prime d'émission et répartition de la réserve légale, ces 12 millions d'euros ayant donné lieu à la constatation d'un produit exceptionnel.
- Le 30 septembre 2021 : acquisition des titres de l'entité BNPP Capital Partners pour 14,9 millions d'euros fusionnés dans BNPP AM France le 31 décembre 2021.
- Le 1er octobre 2021 : acquisition des parts minoritaires dans Gambit Financial Solutions pour 3,3 millions d'euros via l'exercice de call-option.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément

aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Titres de participation

Les titres sont classés en titres de participation dès lors que le pourcentage de détention est supérieur à 10%, qu'il est durable et permet d'assurer le contrôle de la société ou d'exercer sur elle une influence notable.

Coûts d'entrée des titres de participation

Les titres sont enregistrés au bilan pour leur coût d'acquisition.

Les frais externes directement liés à l'acquisition des titres de participation comme :

- droits de mutation,
- honoraires,
- commissions de conseil, d'engagements, de garantie,
- frais d'actes et de formalités légales,

sont incorporés au bilan dans le coût d'acquisition des titres. L'alignement du traitement comptable sur le traitement fiscal évite les retraitements entre ces différents résultats.

L'étalement fiscal sur 5 ans est assuré par la comptabilisation d'amortissements dérogatoires calculés par 1/5 du montant des frais prorata temporis pour la 1ère et la 5ème année.

Cette provision règlementée ne sera reprise que lors de la sortie des titres de participation.

A chaque arrêté comptable, la juste valeur des titres de participation est calculée. Si cette dernière est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constatée afin d'ajuster la valeur du titre. Dans le cas contraire, aucune écriture n'est à comptabiliser.

La « juste valeur » estime prudemment la valeur de marché des entités détenues.

Son calcul est déterminé en fonction de certains paramètres :

- il correspond à l'actif net comptable (hors éléments exceptionnels du résultat) pour les titres de filiales détenues depuis plus de trois ans et ayant un EBITDA (RBE + Amortissement) moyen négatif ou proche de l'équilibre sur les trois derniers exercices.
- il est égal à une valorisation réalisée sur la base des multiples de l'EBITDA pour les titres de filiales détenues depuis plus de 3 ans et ayant un EBITDA (RBE + Amortissement) moyen positif sur les trois derniers exercices
- il est égal à l'actif net réévalué pour les titres de société de distribution qui est réévalué des plus-values latentes des titres pour les sociétés de portefeuilles.
- il est égal à l'actif net comptable ou à une valorisation calculée selon la méthode du DCF ou par une méthode spécifique (telle que le prix de la dernière transaction connue) pour les filiales détenues depuis moins de 3 ans ou ayant subi une modification récente de leur activité et ne pouvant être maintenue au coût historique.
- il est égal à la valeur historique des titres lorsqu'ils ont été acquis récemment.
- il dépend de la valeur de la cotation des titres lorsque ceux-ci sont cotés.

Les moins values latentes donnent lieu à la constatation d'une provision pour dépréciation des titres calculée ligne à ligne sans compensation avec les plus values latentes.

En cas de cession d'une ligne de ces titres, les éléments de la cession constituent des charges et des

produits exceptionnels.

Si une provision pour dépréciation a été antérieurement comptabilisée son annulation ne rentre pas dans le calcul de la plus ou moins value de cession et est effectuée par un compte de reprises de provision.

Couverture de change des titres de participation en devises

Pour les titres de filiales et de participations acquis en devises locales et financés par emprunt dans la même devise, l'encours de couverture est rapporté chaque année à la « juste valeur » des titres couverts.

Comptabilisation des opérations en devises avec application du règlement ANC 2015-05

BNPP AM Holding applique depuis le 1er janvier 2017 les dispositions du règlement ANC 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Ce nouveau règlement impose la distinction entre les opérations de couverture et celle à but spéculatif (positions ouvertes isolées).

Les opérations de couverture consistent à mettre en relation un élément couvert et un instrument de couverture dans le but de réduire le risque d'impact défavorable de la position couverte en résultat.

Les gains et les pertes latents ou réalisés des instruments de couverture sont comptabilisés en résultat de manière symétrique à la comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert.

Ainsi, les variations de valeurs de nos emprunts en devises couvrant nos titres de participation en devises sont comptabilisées au bilan et seront comptabilisées ultérieurement en résultat lorsque ces titres de participation impacteront eux mêmes le compte de résultat.

Les variations des couvertures de nos Seed Money en devises sont constatées au même rythme que l'impact dans le résultat des valorisations de ce portefeuille.

Titres de placement

Les valeurs mobilières de placement (VMP) sont composées de titres de Seed Money (OPCVM en voie de lancement) et des parts de Collateralized Loan Obligations (CLO).

Les VMP sont comptabilisées au bilan pour leur valeur d'acquisition. Aucun coût relatif à cette acquisition n'y est incorporé.

Les Seed Money sont valorisés sur la base de la dernière valeur liquidative publiée.

Cette valeur d'inventaire comparée au coût d'acquisition est faite ligne à ligne, si il ressort une plus value latente elle n'est pas comptabilisée ; si une moins value se dégage une dépréciation est alors constatée comptablement.

Les parts de CLO sont valorisées sur la base d'un marked to model.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises à titre onéreux sont amorties de façon linéaire sur 3 ans.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'une créance présente un risque de non remboursement total ou partiel.

Engagements sociaux

A compter du 1er janvier 2019, BNPP AM Holding applique la recommandation ANC 2013-02 pour la comptabilisation des indemnités de fin de carrière.

La méthode d'évaluation retenue est la méthode préférentielle et porte sur la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité.

Les avantages consentis au personnel des entités françaises du groupe BNP Paribas sont classés en quatre catégories :

- Indemnités de fin de contrat de travail :

Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plan de cessation anticipée d'activité.

- Avantages à court terme :

Les avantages à court terme tels que les éléments de salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement : l'entreprise comptabilise une charge correspondant lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

- Avantages à long terme :

Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (essentiellement: le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire.

L'engagement au 31 décembre 2021 sur cette catégorie s'élève à 28 527 euros.

- Avantages postérieurs à l'emploi :

Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les caisses de retraite de BNPP AM Holding, par les primes de fin de carrière. Seuls les régimes qualifiés de "régimes à prestations définies" comme les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNPP AM Holding et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Ces avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par BNP Paribas SA et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

A ce titre, l'engagement comptabilisé sur cette catégorie s'élève à 0,4 million d'euros après prise en compte du contrat collectif d'assurance sur la vie souscrit en 1998 par BNPP AM Holding. Il a pour objet, la prise en charge par la société AXA du versement des indemnités de fin de carrière légales dues par la société aux salariés de BNPP AM Holding.

L'engagement de la société est représenté par une prime initiale versée en 1998 dans le cadre de ce contrat. Il est déterminé par application de la règle selon laquelle les droits pris en compte sont ceux que le salarié a acquis à la date de départ à la retraite. Ainsi l'engagement de l'entreprise est déterminé en tenant compte, à la date d'évaluation :

- de l'estimation des capitaux que devra verser AXA et de leurs dates probables de règlement, au prorata de l'ancienneté acquise à la clôture de l'exercice par rapport à l'ancienneté totale à l'âge de la retraite,
- des hypothèses démographiques, de départ anticipé, d'augmentations des salaires et taux d'actualisation (fin de période de 1,00 %) et d'inflation de 2,00 %.

Changement de méthode comptable

En novembre 2021, l'Autorité française des Normes Comptables a mise à jour sa recommandation n° 2013-02 relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires afin de s'aligner à la décision de l'IFRS IC "IFRS Interpretations Committee" ou "Comité d'interprétation des normes IFRS" qui a émis en mai 2021 une proposition de décision validée par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui modifie la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies de type Indemnités de Fin de Carrière (IFC), essentiellement français. Ces régimes ouvrent progressivement des droits à indemnités qui ne seront réglés que s'il y a un départ effectif en retraite mais le nombre d'années de prise en compte des droits est plafonné. Jusqu'alors les droits à indemnité étaient

comptabilisés linéairement de la date d'entrée dans la société jusqu'à la date de départ effective en retraite sans tenir compte du plafonnement des droits.

Les droits à indemnités à présent sont comptabilisés linéairement en prenant une date de départ des droits tenant compte du nombre d'années plafonnées jusqu'à la date de départ en retraite.

Sa mise en œuvre en date du 1er janvier 2021 n'est pas significative pour l'entité et représente une baisse de la valeur actualisée de l'obligation de 28,7 K€ comptabilisé en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Impôt sur les bénéfices :

Les entreprises françaises dont le chiffre d'affaires (CA) est inférieur à 250 millions d'euros bénéficient d'un taux d'impôt courant court terme (CT) réduit à 26,50 % sur la fraction de bénéfice comprise entre 0 et 500 000€. Le taux d'impôt courant CT est de 27,50 % pour les entreprises françaises dont le CA est supérieur à 250 millions d'euros et dont la fraction du bénéfice imposable est supérieure à 500 000 €, majoré de la contribution sociale de 3,3% si l'impôt est supérieur à 763 000 €.

Le taux d'impôt courant effectif de BNPP AM Holding est de 27,37 %.

Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNPP AM Holding enregistre dans ses comptes le montant de la participation dans le résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

La dotation est inscrite en « participation des salariés ».

Rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration

Jetons de présence

Le montant total des jetons de présence pour l'exercice 2021 a été fixé à 110 000 euros, par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2021.

Provisions réglementées

Les frais d'acquisition des titres de participation sont incorporés au bilan dans les coûts d'acquisition des titres. L'alignement comptable sur le traitement fiscal évite les retraitements entre ces différents résultats.

L'étalement fiscal sur 5 ans est assuré par la comptabilisation d'amortissements dérogatoires calculés par 1/5 du montant des frais de prorata temporis pour la 1ère et la 5ème année.

Cette provision réglementée ne sera reprise que lors de la sortie des titres de participation.

Provisions pour risques et charges :

Ces provisions incluent notamment les coûts estimés au titre :

- des écarts de change,
- des mesures discrétionnaires de rémunération du Groupe,
- des indemnités de fin de carrière.

L'estimation de l'ensemble des provisions tient compte d'hypothèses et de données économiques susceptibles d'évoluer dans le temps et comporte donc un aléa inhérent à toute estimation.

Actifs et passifs exprimés en devise :

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis et comptabilisés en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change.

Les pertes de change latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Principales transactions de l'exercice

1) Les titres de participations et de filiales

Ils s'élèvent en net à 2 816,8 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 476,0 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 340,8 millions d'euros justifiée par les principales opérations suivantes :

Augmentation pour un montant de 59,1 millions d'euros correspondant principalement aux opérations suivantes

- Acquisition des titres BNPP AM Nederland NV fusionnés dans BNPP AM France	+39,6 millions d'euros
- Acquisition des titres BNPP Capital Partners fusionnés dans BNPP AM France	+14,9 millions d'euros
- Acquisition de 14 % de Gambit Financial Solutions portant la détention à 100 %	+3,3 millions d'euros
- Augmentation des capitaux propres de BNPP AM Mexico	+1,4 million d'euros

Diminution pour un montant de 73,0 millions d'euros correspondant principalement aux opérations suivantes :

- Cession des titres Shinhan	-45,9 millions d'euros
- Réduction de capital de BNPP Dealing Services	-17,7 millions d'euros
- Liquidation des titres BNPP IP BSC (Bahrein)	-9,4 millions d'euros

Hausse des écarts de conversion positif sur titres pour 17,0 millions d'euros portant principalement sur les titres suivants :

- BNPP AM Asia	+18,7 millions d'euros
- BNPP AM UK	+2,1 millions d'euros
- BNPP AM Singapore	+1,1 million d'euros
- BNPP AM Japan	- 4,0 millions d'euros
- BancoEstado	-1,7 million d'euros

Dotations et reprises de provisions pour dépréciations pour un montant net de 354,3 millions d'euros correspondant principalement à des reprises sur les titres suivants :

- BNPP AM BE Holding	+353,1 millions d'euros
- BNPP IP BSC	+10,4 millions d'euros
- Fundquest Advisors	+1,1 million d'euros

et des dotations sur les titres suivants :

- BNPP AM Japan	-5,5 millions d'euros
- BNPP AM Singapore	-2,5 millions d'euros
- BNPP AM Asia	-2,2 millions d'euros
- BNPP AM Mexico	-1,2 million d'euros

Hausse des écarts de conversion négatif sur provision sur titres pour -16,6 millions d'euros portant principalement sur les titres :

- BNPP AM Asia	-17,8 millions d'euros
- BNPP AM Japan	+3,6 millions d'euros
- BNPP IP BSC	-1,5 million d'euros
- BNPP AM Singapore	-0,9 million d'euros

2) Créances rattachées à des participations

Elles s'élèvent à 37,3 millions au 31 décembre 2021 contre 37,2 millions au 31 décembre 2020. Au 31 décembre 2021, les créances sont les suivantes :

- BNPP AM France	15,0 millions d'euros
- BNPP AM Asia	12,4 millions d'euros
- Gambit Financial Solutions	5,6 millions d'euros
- Drypnr	3,3 millions d'euros
- Fundquest Advisors London Branch	1,0 million d'euros

3) Autres titres immobilisés

Le poste s'élève à 545,4 millions au 31 décembre 2021 et se compose de la façon suivante :

- SME ALTERNATIVE FINANCE	160,4 millions d'euros
- BNPP CAPITAL PARTNERS INVESTMENT II	62,6 millions d'euros
- BNP PARIBAS EUROPEAN INFRA DEBT FUND	52,2 millions d'euros
- BNPP EUROPEAN JUNIOR INFRA DEBT FUND	50,0 millions d'euros
- BNPP CAPITAL PARTNERS PARTICIPATION	48,1 millions d'euros
- BNPP PRIVATE LENDING DMC	47,7 millions d'euros
- BNPP EUROPEAN REAL ESTATE DEBT FUND II	43,8 millions d'euros
- BNP PARIBAS EUROPEAN SME DEBT FUND 2	40,0 millions d'euros
- SINGULARITY I LSP	39,4 millions d'euros
- BNPP CP EUROPEAN SPECIAL OPPORT DEBT FUND	10,0 millions d'euros

Une provision de 2,1 millions d'euros est constatée sur le titre BNPP CAPITAL PARTNERS INVESTMENT II et une provision de 6,7 millions d'euros a été constituée au 31 décembre 2021 sur le fonds SME ALTERNATIVE FINANCE.

4) Valeurs mobilières de placement

Elles sont constituées par des titres de Seed Money et du portefeuille de CLO.

Elles s'élèvent en net à 730,1 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 175,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 soit une augmentation de 554,3 millions d'euros.

SEED MONEY

Les valeurs mobilières de placement relatives à la gestion du Seed Money sont de 729,9 millions d'euros net après dotation d'une provision pour dépréciation de 2,4 millions d'euros contre 172,4 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 557,5 millions d'euros.

La plus-value latente non comptabilisée sur les Seed Money est de 1,2 million d'euros.

La variation du portefeuille se décompose de la manière suivante :

▫ Les acquisitions pour un montant de 549,2 millions d'euros correspondant essentiellement :	
- BNPP AM INTERNATIONAL HEDGED STRATEGIES	327,8 millions d'euros
- BNPP INSTICASH USD	194,3 millions d'euros
- BNPP AM HEDGED STRATEGIES	24,4 millions d'euros

▫ Variation positive de l'écart de conversion pour 9,4 millions d'euros.

- Les provisions matérialisent les moins-values constatées par rapport à la dernière valeur liquidative et affichent une situation de dotation de -1,1 million d'euros sur l'exercice 2021.

CLO

Les valeurs mobilières de placement du portefeuille CLO s'élevaient à 7,5 millions d'euros au 31 décembre 2021. Elles se composent :

- BNPP IP CLO 2014-1 2,9 millions d'euros
- BNPP IP CLO 2014 II FUNDING LLC 4,6 millions d'euros

Une provision de 7,5 millions d'euros est constatée au 31 décembre 2021 en augmentation de 3,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020.

- BNPP IP CLO 2014-1 2,9 millions d'euros
- BNPP IP CLO 2014 II FUNDING LLC 4,6 millions d'euros

5) Engagements financiers

Au 31/12/2021, les engagements financiers en cours sont les suivants :

- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts C de Carried auprès de ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS pour un montant maximum de 84 902 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNPP CP EUROPEAN SPECIAL OPPORT DEBT FUND pour un montant maximum de 5 700 000 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP P EUROPEAN JUNIOR INFRA DEBT FUND pour un montant maximum de 45 011 433 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP PARIBAS SINGULARITY I LSP Part A et Part C pour un montant maximum de 26 803 035 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNPP EUROPEAN INFRA DEBT FUND pour un montant maximum de 18 035 504 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP EUROPEAN REAL ESTATE DEBT FUND II pour un montant maximum de 14 011 875 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP EUROPEAN SME DEBT FUND II pour un montant maximum de 8 983 508 euros.
- BNPP AM Holding s'est engagée à souscrire à des parts BNP PRIVATE LENDING DMC pour un montant maximum de 1 523 022 euros.
- BNPP AM Holding a reçu une garantie dans le cadre du SME ALTERNATIVE FINANCE de BNP PAM UK pour un montant de 106 758 542 euros (soit 89 800 000 GBP) et 52 800 000 Euros.

6) Intégration fiscale

BNPP AM Holding est intégrée fiscalement au groupe BNP Paribas depuis le 1er Janvier 2014.

Dans le cadre de cette intégration fiscale, chaque filiale comptabilise son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément.

BNP Paribas SA, société mère, comptabilise :

- la charge d'impôt Groupe
- un produit d'impôt face à chacune de ses filiales correspondant à l'impôt théorique de chaque filiale.

7) Consolidation

La société est consolidée par BNP Paribas SA selon la méthode de l'intégration globale.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	163 423			
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 420			
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)		1 420			
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	3 569 726 256	17 825 632	59 126 099	
	Autres titres immobilisés	403 978 091	5 546 400	198 102 568	
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL (IV)		3 973 704 347	23 372 032	257 228 667	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		3 973 869 190	23 372 032	257 228 667	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			163 423	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 420	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)				1 420	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	73 674 603		3 573 003 384	
	Autres titres immobilisés	53 364 595		554 262 465	
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL (IV)		127 039 197		4 127 265 849	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		127 039 197		4 127 430 692	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		163 423			163 423		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages							
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 420			1 420		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		1 420			1 420		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		164 843			164 843		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres	862 568			2 030 962			-1 168 394
TOTAL				2 030 962			-1 168 394
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	3 873 279	862 568	2 030 962	2 704 885
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	3 873 279	862 568	2 030 962	2 704 885
Provisions pour litige				
Frais de développement				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	9 205 039	11 169 780		20 374 819
Provisions pour pensions	-23 041	69 734	28 762	17 931
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	559 607	245 845	463 400	342 052
TOTAL (II)	9 741 605	11 485 360	492 162	20 734 803
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	1 056 497 525	28 025 068	365 723 834	718 798 759
Provisions sur autres immos financières	3 136 382	8 091 663	2 418 742	8 809 303
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations	4 848 624	4 895 267		9 743 891
TOTAL (III)	1 064 482 531	41 011 998	368 142 576	737 351 953
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 078 097 415	53 359 925	370 665 700	760 791 641
Dont dotations et reprises d'exploitation		315 579	492 162	
Dont dotations et reprises financières		35 569 261	368 142 576	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		862 568	2 030 962	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Cession titres Shinhan	42 458 742	132 118 909
Liquidation titres BNPP IP BSC (Barhein)	8 259 506	424 227
Complément de prix de cession du titres Funchannel		145 427
Remboursement capital BNPP Dealing Services		11 968 796
Rachat fonds BNPP Capital Partners Participation	44 372	569 920
Rachat fonds BNPP Capital Partners Investissement II	805 857	
Amortissements dérogatoire sur frais acquisition titres	862 568	2 030 962
Dégrèvement taxe sur salaires	-13 844	
TOTAL	52 417 201	147 258 241

Charges à payer

Charges à payer	Montant
INTERETS COURUS S/ EMPRTS	-292 882
INTERETS COURUS EMPRUNTS SEED	-637 955
PROV POUR CONGES PAYES FD	108 798
PROVISION PARTICIPATION ET ABONDEME	47 465
CAP BONUS LOCAUX PROV	1 577 124
CAP RTT FD	0
Ch soc Bonus locaux prov	738 097
Formation Prof C (FPC)	34 270
Taxe apprentissage	21 463
DIVERS CAP CSF	22 000
FNP FGX	5 086 745
FNP BANQUE DEPOSITAIRE	9 365
FNP TRANSFER PRICING	1 477 570
CAP PROV CET FD	59 818
PROV BONUS NUM DIFFERE METIER LOCAU	3 958 324
PROVISION INTERESSEMENT ET ABONDEME	87 627
CAP CONGES PAYES CF	17 408
CAP CONGES PAYES CS	30 137
CAP CONGES PAYES CR	10 662
CAP PROV CET CF	9 571
TOTAL	12 365 607

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			37 348 828	37 348 828	
Prêts					
Autres immos financières					
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			37 348 828	37 348 828	
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances			2 754 261	2 754 261	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		518 992	518 992	
	Taxe sur la valeur ajoutée		105 933	105 933	
	Autres impôts				
	Etat - divers		52 443	52 443	
Groupes et associés			8 463 186	8 463 186	
Débiteurs divers			294 614	294 614	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			12 189 429	12 189 429	
Charges constatées d'avance					
TOTAL DES CREANCES			49 538 257	49 538 257	
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		1 100 296 251	1 100 296 251		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		184 330 000		184 330 000	
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		7 860 250	7 860 250		
Personnel et comptes rattachés		5 872 754	5 872 754		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		2 302 082	2 302 082		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	757 790	757 790		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	596 712	596 712		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		117 866 253	117 866 253		
Groupes et associés		792 875 780	792 875 780		
Autres dettes		22 459	22 459		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		2 212 780 331	2 028 450 331	184 330 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 440 121			1 440 121	16
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	1 440 121			1 440 121	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Production vendue services	6 371 773	4 917 790	30%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	3 056 172	2 349 452	30%
Chiffres d'affaires nets-Export	3 315 601	2 568 338	29%
Chiffres d'affaires nets	6 371 773	4 917 790	30%

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat Net après impôt
Résultat courant	469 792 354	133 253	469 925 607
Résultat exceptionnel	94 841 040	3 372 986	98 214 026
IS sur résultats antérieurs			
Contribution sociale			
Participation des Salariés aux fruits de l'expansion	-97 888		-97 888
TOTAL	564 535 506	3 506 239	568 041 745

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	8	8			8	8
Agents de maîtrise						
Employés et techniciens						
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	8	8			8	8

Filiales et participations

Nombre total de filiales détenues par l'entreprise à plus de 10% du capital : 32

Dénomination En milliers d'euros	Informations financières								
	CAPITAL	Réserves et report à nouveau avant affectation résultat	Quote-part du capital détenue en %	Valeurs comptables des titres détenues		Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				Brut	Nettes				
1 - FILIALES (plus de 50% du capital détenu)									
BNPP AM France	120 340	418 622	100,00%	595 473	595 473	15 000		92 341	49 866
BNPP AM PARTICIPATIONS	4 170	1 588	100,00%	13 462	6 614			457	770
BNPP AM BE HOLDING	180 000	383 867	100,00%	1 776 128	1 555 348			15 972	4 000
BNPP AM UK	38 094	-490	100,00%	36 046	36 046			18 311	
BNPP AM JAPAN	763	9 297	100,00%	102 211	5 117			-4 716	
BNPP AM BELGIUM	54 114	5 412	100,00%	280 669	280 669			49 885	37 290
BNPP AM SINGAPOUR	18 229	-14 444	100,00%	22 400	1 418			-2 327	
BNPP AM AUSTRALIA HOLDING PTY	1 533		100,00%	21 787	1 755			222	
BNPP AM MALAYSIA	2 226	2 653	100,00%	2 226	2 226			3 580	1 882
FUNDQUEST ADVISORS	3 000	3 021	100,00%	33 807	6 433			3 298	2 714
BNPP AM ASIA	136 624	-114 598	100,00%	300 097	12 831	12 394		-1 523	
BNPP AM MEXICO	8 946	-6 740	100,00%	14 713	2 828			-770	
ALFRED BERG KAPITALFORVALTNING AB	97	6 265	100,00%	30 452	6 072			-291	
ALFRED BERG KAPITALFORVALTNING AS	7 586	16	75,00%	5 951	5 951			7 341	2 151
ALFRED BERG FONDER	146	5 041	100,00%	2 585	2 585				
BNP PARIBAS DEALING SERVICES	26 800	23 279	100,00%	65 712	65 712			9 075	10 291
BNPP AM MONACO	280	243	99,84%	284	284				215
BNPP AM Luxembourg	3 000	28 974	99,66%	54 861	54 861			45 553	18 162
BNPP AM LATAM	559	1 794	99,06%	559	559			657	1 648
BNPP AM LATAM SERVICES	2	19	99,06%	2	2			4	18
BNPP ARGENTINA AM	0	140	95,00%	0	0			168	
BNPP AM IRELAND	123	55	100,00%	1 661	178				
GAMBIT FINANCIAL SOLUTIONS	6 235	1 134	100,00%	25 338	25 338			82	
BNP PARIBAS PENSION TRUSTS GMBH	25	5	100,00%	25	25				4
2 - PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu)									
BANCOESTADO	666	5 703	49,99%	14 547	14 547			7 141	3 523
BNPP AM BRESIL	6 027	-108	25,62%	1 524	1 524			814	
BNPP AM ARGENTINA	17	1 622	25,00%	4	4			2 034	
IMPAX GROUP	1 550	83 391	13,77%	7 742	7 742			56 007	2 219
EAB GROUP PLC	730	18 370	17,63%	8 287	7 613			1 800	79
ALLFUNDS UK	1 574	2 373 686	6,30%	117 072	117 072			95 772	
DRYPNIR AS	3	2 481		7	7	3 364		-121	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	23 041 936						23 041 936
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	1 510 636 024						1 510 636 024
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	2 304 194						2 304 194
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	7 389			302 598 225	302 601 885		11 050
Résultat de l'exercice	302 601 885	568 041 745	302 601 885				568 041 745
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	3 873 279	862 568	2 030 962				2 704 885
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 842 464 707	568 904 312	304 632 847	302 598 225	302 601 885	0	2 106 739 833

Événements postérieurs à la clôture

La crise ukrainienne a considérablement accru la volatilité des marchés financiers et l'incertitude sur l'environnement économique, au moment où le monde émergeait de la pandémie. Deux fonds de BNPP AM Luxembourg avaient une exposition importante au marché d'actions russes, ces fonds ont été suspendus fin février suite à la fermeture du marché. Les autres fonds de BNPP AM n'ont pas ou très peu d'exposition à la Russie et nous n'avons ni eu de sortie massive ni eu à activer de mécanisme de liquidité. Ceci dit, l'impact des marchés financiers a une influence directe sur la base des actifs sous gestion et donc sur les revenus de BNPP AM Holding.

Compte tenu de l'incertitude sur la durée et l'issue de ce conflit, aucune déclaration ferme sur l'impact de la rentabilité en 2022 pour BNPP AM Holding ne peut être faite pour le moment. Le Groupe suit de près l'évolution de la situation en liaison avec les autorités concernées et en particulier les réactions de la communauté internationale en matière de sanctions économiques concernant la Russie.